

# la gauche

Belgie - Belgique  
P.B.  
1/9352  
Bureau de dépôt Bruxelles 7

PRIX: 1,50 EURO

50<sup>E</sup> ANNEE • DECEMBRE 06-JANVIER 07

#28

Comprendre le monde pour le changer



éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

**VW-Forest:**  
Le capitalisme à l'état pur





Présente depuis le début de la relance du journal en mars 2004, cette rubrique "alternatives" a pour objectif de montrer que, contrairement à ce que l'idéologie dominante veut nous faire croire, les alternatives au capitalisme sauvage existent bel et bien. Jusqu'à présent, les précédents articles avaient surtout montré toute la panoplie et la diversité des actions "locales" que les citoyens mettent en place et dans lesquelles il est possible de s'inscrire pour mieux lutter. En rendant visible et concret cet autre monde possible, ces initiatives de résistance locales sont essentielles dans le cadre de la construction d'un monde socialement juste et écologiquement soutenable. Elles ont également la capacité de mettre en évidence les contradictions et l'aberration du système capitaliste. Ce faisant, elles stimulent la nécessité d'une réflexion globale et poussent à plus de radicalité. Pour toutes ces raisons, il s'agit de les soutenir et de favoriser leurs développements. Pourtant, aussi importantes soient-elles, ces initiatives locales ne pourront provoquer la chute de ce système, basé sur la recherche du profit, l'exploitation des peuples et le pillage des ressources naturelles si, par ailleurs, des alternatives "globales" ne sont pas mises en place. La formule "Penser global et agir local" est insuffisante. Il s'agit de "penser local et agir local, penser global et agir global". C'est en gardant à l'esprit ce lien étroit et interdépendant entre le local et le global, que nous proposons, dans les numéros à venir, de revenir quelque peu sur la question des alternatives "globales". PAR OLIVIER BONFOND

# Un AUTRE MONDE est possible! CONSTRUISONS-LE ! (#1)

## Une nécessaire analyse

"Vous critiquez, vous critiquez, mais vous n'avez rien d'autre à proposer!". Face à cette critique récurrente adressée à tous ceux qui revendiquent cet "autre monde possible", il faut rappeler avec force qu'il est impossible de proposer quoi que ce soit de cohérent sans avoir d'abord analysé. Comme le dit Marx, "l'analyse concrète de la situation concrète" est une étape préalable au processus de construction d'alternatives. Ou comme le dit Jean Ziegler, "Comprendre, c'est déjà commencer à lutter". Oublier cela serait une erreur intellectuelle fondamentale.

## Des pistes à débattre

Les alternatives qui seront proposées n'ont pas la prétention de refléter le programme politique du POS. Le domaine des alternatives constitue un champ de

recherche et d'action très vaste et aux multiples dimensions. Déterminer une liste exhaustive, "à prendre ou à laisser", est impossible, irréaliste et dangereux. Il n'y a pas de solution miracle. La situation dramatique que connaissent les pays du Sud, en particulier africains, en est une preuve éclatante.

Ces pays, sous le diktat du FMI et de la Banque mondiale (outils au service des puissances du Nord) appliquent depuis plus de vingt ans exactement les mêmes recettes néolibérales (privatisations - libéralisation - austérité budgétaire) avec les mêmes résultats dévastateurs. C'est une évidence, toute proposition ou modèle de développement doit tenir compte des caractéristiques (économiques, politiques, historiques, sociales, culturelles, juridiques,...) propres à chaque situation,

pays ou région. Il s'agit donc de proposer modestement quelques pistes de réflexion, pistes à débattre et construire collectivement.

## Les alternatives existent !

Alors que les inégalités, la précarité et la pauvreté s'accroissent au Nord, l'écrasante majorité de la population vivant dans l'hémisphère sud de la planète se voit toujours nier ses droits les plus élémentaires. Cette situation est intolérable mais ne constitue en rien une fatalité. Les alternatives non seulement existent, mais sont souvent simples et réalisables immédiatement. Les articles à venir auront pour objectif d'en mettre en valeur quelques unes. Le défi de les mettre en place reviendra aux peuples eux-mêmes, c'est-à-dire à nous tous.

To be continued... ■



Les choses ont changé en Amérique latine. Le hasard a fait qu'à quelques jours de distance Hugo Chavez remportait haut la main et dans la liesse populaire sa réélection présidentielle, tandis que l'ancien dictateur Augusto Pinochet disparaissait sans jamais avoir été condamné pour ses crimes.

Chavez et Pinochet. On ne saurait imaginer deux personnalités, deux destinées aussi diamétralement opposées. Quelles que soient les critiques que l'on peut formuler ou les limites qu'on peut lui trouver, Chavez est une personnalité foncièrement honnête, d'une sincérité authentique, d'une chaleur humaine non feinte. Tout le contraire d'un Pinochet, froid calculateur, menteur invétéré, avide maladif de pouvoir et de richesses, manipulateur et corrompu. Deux personnalités opposées qui incarnent symboliquement les deux Amériques latines qui s'opposent depuis toujours ; une voix du peuple et le sabre d'une oligarchie réactionnaire. Deux voies politiques et idéologiques tout aussi divergentes ; la révolution social-

plus idéal qu'une dictature militaire capable d'avoir les coudées franches et qui, faisant d'une pierre deux coups, mettra brutalement fin à une expérience de socialisme réformiste dans une nation relativement industrialisée du Sud. Quoi d'étonnant à ce que le bourreau de Santiago ait toujours reçu l'appui amical d'un Reagan et d'une Thatcher quelques années plus tard ?

Hayeck et Milton Friedman (également décédé il y a peu), les deux plus célèbres économistes néolibéraux, n'ont jamais tarit d'éloges envers leur élève Pinochet. Interviewé en 1981 par un journal chilien Hayeck déclara sans détour la valeur expérimentale du "pinochétisme" ; *"Ma préférence personnelle incline vers une dictature néolibérale plutôt qu'envers un gouvernement démocratique où le libéralisme serait absent"*.

Plus de vingt ans plus tard, avec la disparition de celui qui l'appliqua pour la première fois, c'est également à l'acte de décès du modèle néolibéral en Amérique latine que l'on assiste à l'heure

## Chavez / Pinochet

iste, la souveraineté populaire et l'anti-impérialisme chez le premier; la soumission servile à l'"Oncle Sam", la dictature ouverte et le capitalisme débridé chez le second.

Mais tous deux incarnent également deux périodes bien distinctes de l'histoire récente et la victoire de l'un et la mort de l'autre constituent comme une frontière. Ainsi, loin d'être un anecdotique dictateur sanguinaire comme le continent latino-américain n'en a que trop connu, Pinochet a joué un rôle historique particulier et déterminé ; lui et son régime totalitaire ont fait du Chili, outre une prison ou une tombe pour des milliers d'opposants, un véritable champ d'expérimentation des politiques néolibérales.

Le Chili de Pinochet, sous la bénédiction et les conseils de Washington et des pères fondateurs du néolibéralisme, a été l'une des premières nations au monde à tester et à appliquer les théories de ces derniers afin de rétablir des taux de profits élevés : réduction drastique des dépenses publiques, levée des barrières douanières, privatisation des secteurs publics, libéralisations tous azimuts, déréglementation du "marché du travail". Pour mettre en œuvre et tester grandeur nature le projet néolibéral avant de l'appliquer partout ailleurs, quoi de

où il est rejeté massivement par les peuples d'un continent latino-américain où il a vu le jour en premier lieu.

Car Chavez quant à lui incarne une nouvelle période historique en Amérique latine, un nouveau cycle des luttes ; celui de la rébellion des peuples contre le modèle néolibéral, contre le capitalisme ; les prémices d'un processus de révolution permanente qui fait trembler et fissurer le vieil ordre des choses, du Venezuela à la Bolivie, en passant par l'Equateur ou le Mexique. Au soir de sa victoire électorale du 3 décembre, le président vénézuélien pouvait affirmer avec raison que *"plus de 60% de la population n'a pas voté pour Chávez mais bien pour un projet, pour le socialisme du XXIème siècle."*

Tout comme Allende un 11 septembre 1973, Chavez, a également dû subir un 11 avril 2002 un coup d'Etat mené par le même type de forces sociales réactionnaires qui avaient porté Pinochet au pouvoir. Mais le putsch vénézuélien fut mis en échec par une mobilisation populaire massive qui fit basculer et agir la majorité de l'armée dans le camp constitutionnel. Et aujourd'hui, alors qu'agonisait le tyran, cette majorité populaire a reconfirmé son choix révolutionnaire dans les urnes et dans la rue. Les choses ont décidément changé en Amérique latine. ■

la gauche

Journal du Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale - Mensuel édité par la Formation Léon Lesoil

**EDITEUR RESPONSABLE:** David Dessers

**SECRÉTARIAT DE RÉDACTION:** Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

**RÉDACTION ET ADMINISTRATION:** 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //Site Internet: www.sap-pos.org

**ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO:** Olivier Bonfond, Sébastien Brulez, Céline Caudron, Chris Den Hond, David Dessers, Georges Dobbelaer, Jean Louis Fauchet, Karel Gacoms, Sandrine Laurent, Daniel Liebman, Joël Girès, Chloé Legeay, Matthias Lievens, Ataulfo Riera, Philippe Santini, Léon Taniau, Louis Verheyden.

**TARIFS ET ABBONNEMENTS:** Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".

Vive la libéralisation de l'énergie grâce à laquelle on peut choisir un fournisseur d'électricité verte: tel est, en substance, le message du parti Ecolo et d'un certain nombre d'associations environnementalistes. "Faire le choix de l'électricité verte, c'est bon pour la planète, bon pour l'emploi, bon pour les générations futures et bon pour le portefeuille", lit-on par exemple sur le site Etopia<sup>(1)</sup>. Dans cette prose enthousiaste, on cherchera en vain une critique de la libéralisation et de l'idéologie qui l'entoure! PAR LÉON TANIAU \*

# Vive la libéralisation...

# VERTE ?



La fin verte justifierait-elle les moyens bleus? Verra-t-on bientôt nos ECOLO reprendre la phrase célèbre de Deng Xiaoping, l'artisan de la conversion de la Chine à l'économie de marché: "Peu importe qu'un chat soit noir ou gris, du moment qu'il attrape les souris" ?

Il fut un temps où les élus ECOLO au Parlement belge avaient le courage, seuls contre tous, de voter contre le Traité de Maastricht. En expliquant notamment toutes les bonnes raisons écologiques ET sociales de défendre les services publics et les entreprises publiques. Ce temps-là n'a pas duré. Dès 1999, Olivier Deleuze jouait une musique plus douce aux oreilles néolibérales: "En ce qui concerne le secteur énergétique, je suis partisan d'une économie de marché régulée" <sup>(2)</sup>. José Daras abondait dans le même sens: la libéralisation voulue par l'UE "ne me donne aucun mal de tête idéologique" et "nous n'avons pas intérêt à en freiner le rythme"<sup>(3)</sup>. Encore les déclarations de ce genre étaient-elles contestées à l'époque par une fraction de la base verte. Aujourd'hui, foin de contestation, cela semble passer comme une lettre à la

poste... Une bonne participation gouvernementale à la gestion capitaliste, il n'y a décidément rien de tel pour déraciner dans un parti jusqu'à l'idée même d'une alternative de société! Le modèle d'Ecolo, c'est le petit-bourgeois qui s'imagine que le "libre choix" de son fournisseur de courant, de téléphonie, d'internet (et demain d'eau, de services postaux, d'enseignement...) suffit à faire de lui un militant du changement.

Tout à leur euphorie turquoise, les Verts n'hésitent

pas à peindre en rose une réalité qui est beaucoup moins avenante. La question du statut des travailleurs de l'énergie? Evacuée... Passons donc en revue les autres sources d'enthousiasme d'Etopia. "Bon pour la planète" et "pour les générations futures"? Mmmoui... à condition que l'énergie verte remplace l'énergie fossile, dans le cadre d'une réduction importante de la consommation. Or, la libéralisation ne va pas dans ce sens-là, au contraire <sup>(4)</sup>. "Bon pour l'emploi"? Foutaise! L'étude Econotec prévoit la suppression de 250.000 postes de travail dans le secteur européen de l'énergie, du fait de la libéralisation. "Bon pour le portefeuille" <sup>(5)</sup>? On verra. Le portefeuille de qui? Les marchés ça se manipule, les pénuries organisées pour faire monter les prix, ça existe (on a vu ça en Californie). D'une manière générale la libéralisation, tous secteurs confondus, et au-delà d'une première phase de mise en œuvre, se traduit par une hausse des tarifs pour le plus grand nombre.

Que les renouvelables soient bons et permettent de créer des emplois, c'est une évidence. Mais la libéralisation, elle, est mauvaise pour la planète, nuisible pour

les générations futures, mauvaise pour l'emploi, source d'inégalités sociales accrues et destructrice de démocratie. Les Deng Xiaoping verts ont tort. La fin ne justifie pas les moyens. Certains moyens sont contraires à la fin. La libéralisation est contraire à la sauvegarde de l'environnement et au bien-être social. Plus exactement: elle est contraire à celle-là parce qu'elle détruit celui-ci. ■

<sup>(1)</sup> Etopia, Centre d'Animation et de Recherche en Ecologie Politique, est lié au parti Ecolo

<sup>(2)</sup> Le Soir, 20/8/99

<sup>(3)</sup> Le Matin, 23/10/99

<sup>(4)</sup> Voir encadré

<sup>(5)</sup> Réalisée en 2000 pour le compte de la Commission européenne

\* Article publié dans le Journal du mardi (JDM) du 30 octobre 2006.

## Liberté, très chère liberté... \*

(...) Les producteurs privés ont intérêt à augmenter la consommation, pas à la diminuer. Leurs actionnaires attendent des résultats. Alors qu'il faudrait plus que jamais des plans publics pour réduire la consommation d'électricité (et la demande énergétique en général), les gouvernements se privent eux-mêmes de moyens indispensables à l'élaboration d'une politique en cette matière. (...) Les thuriféraires de la dérégulation ont réussi à populariser l'idée que la libéralisation est indispensable au développement des énergies vertes, alors que c'est le contraire ! D'une part, l'indispensable mise en œuvre massive et rapide des renouvelables est handicapée par les impératifs du profit (c'est un euphémisme...). D'autre part, la gestion des réseaux est compliquée par l'obligation de faire face à la fois aux difficultés de la production renouvelable décentralisée (éoliennes, photovoltaïque,...) et aux difficultés résultant de la multiplication de producteurs concurrents (...) ■

\* Extraits de "Liberté, très chère liberté...", par Léon Taniau, dans JDM du 10 octobre 2006.

Un curieux phénomène sévit dans le petit monde de l'extrême gauche: l'autorité existe à l'intérieur de ces organisations qui se revendiquent anti-autoritaires... PAR JOËL GIRÈS

# Les MACHOS révolutionnaires

## Un paradoxe qui n'en est pas un

Si la présence de rapports de domination au sein d'organisations révolutionnaires peut paraître paradoxale, elle n'a pourtant rien de surprenant. Ces organisations ne sont pas des bulles coupées du monde: les individu-e-s qui les forment ont intériorisé les valeurs de la société dans laquelle elles/ils ont grandi et reproduisent inconsciemment, qu'elles/ils le veuillent ou non, ce qu'elles/ils reprochent aux classes dominantes. La première étape de la lutte contre la domination au niveau global serait donc logiquement la prise de conscience que cette domination existe à l'intérieur même de l'organisation. Étape qui peut paraître relativement simple mais qui pourtant rencontre de nombreuses résistances: le fait que ces organisations déclarent se battre contre toutes les formes de domination délégitime d'éventuelles prises de position critiques en son sein. Le but de cet article est donc de mettre en lumière le fait que la domination est tout autant (re)produite dans les organisations révolutionnaires qu'ailleurs. Je m'intéresserai pour ce faire à cette forme particulière de domination qu'est la domination masculine.

## Dans la composition

Au sein de ces organisations, la première chose frappante est de remarquer que parmi les militant-e-s, la proportions d'hommes est significativement plus élevée. Ce n'est pas un hasard. Les femmes désirant s'engager volontairement, ayant intériorisées qu'elles ne sont naturellement pas faites pour ce domaine d'activité, ne se tournent pas vers ces organisations. La domination masculine détermine la composition de la population qui constitue les organisations révolutionnaires, ces dernières devenant de fait des espaces pratiquement non mixtes. Que les hommes gardent le contrôle des sphères dominantes (dont la sphère politique fait partie) est en effet tout l'enjeu du genre.



## Dans la division du travail

Frappant également est-il de remarquer que la répartition des tâches au sein de ce genre d'organisations est fortement sexuée. Aux hommes les discussions théoriques interminables. Aux hommes la "proposition des stratégies et des lignes d'actions". Aux hommes la présidence des débats. Aux hommes l'écriture des tracts et des articles. Aux femmes leur mise en page et/ou leur distribution. Aux femmes les comptes rendus de situations locales<sup>(1)</sup>.

Aux hommes les tâches liées à des enjeux de pouvoir. Aux femmes les tâches exécutives, indispensables mais pourtant peu valorisées, voire invisibilisées. La domination distribue les sexes dans les différentes activités selon cette logique: "aux hommes, le choisir et aux femmes, le faire"<sup>(2)</sup>. On peut faire ici un parallèle

étonnant entre travail effectué par les femmes dans les organisations militantes et travail domestique. La division sexuelle du travail est également très marquée dans le "travail de la conversation"<sup>(3)</sup>: les femmes, éduquées pour être sages et éviter l'affrontement, sont, dans les débats collectifs, complètement en retrait par rapport aux hommes, encouragés, eux, à s'affirmer depuis leur tendre enfance.

## Dans les revendications politiques

La place faite au féminisme dans ces organisations est aussi très instructive. La plupart des questions féministes ne sont abordées qu'au sein d'une "commission femmes". "Dans les postes importants (comité exécutif), l'on retrouvera les hommes-blancs. Ceux-ci peuvent avoir la peau non-blanche et/ou pas-de-phallus. Par contre, leur façon d'être sera celle de l'homme-blanc (autoritaire, patriarcal, etc.). Ceux qui sont des non-hommes et des non-blancs ont trois choix: soit illes sont l'amiE des gens importants, soit illes s'impliquent dans le comité "identitaire", soit illes deviennent des hommes-blancs et s'impliquent dans les postes importants. [...] [Les comités femmes] sont, le plus souvent, de petits ministères de la condition féminine, et ce que le comité fait au sein de l'organisation ne doit jamais dépasser celle-ci, sinon ce serait la mort de l'organisation. On s'y contente, la plupart du temps, d'apporter des revendications, des ajustements, des campagnes Femmes comme un simple ajout à ce qui existe déjà, et non comme un dépassement"<sup>(4)</sup>.

La domination détermine quels combats doivent être prioritaires. Le (triste) constat est en effet celui-ci: la gauche radicale, subordonnant la domination masculine à la domination capitaliste, a souvent relégué les combats féministes au second plan. Il faut pourtant que ce soit

clair: l'ennemi principal n'est pas le capitalisme<sup>(5)</sup>. Faire disparaître celui-ci ne fera pas disparaître la domination masculine.

### Dans l'apprentissage des valeurs masculines

"Parce qu'elles sont le lieu de prise de décisions mais aussi d'élaboration de réflexions ou d'actions, les discussions collectives recouvrent des enjeux de pouvoir qui se manifestent de manière plus ou moins explicites"<sup>(6)</sup>. Dans les réunions, les rapports de pouvoir s'exacerbent: on coupe et monopolise la parole, on affirme des points de vue de manière indiscutable, etc. Pour se faire entendre, il faut jouer le jeu: on y apprend les logiques de pouvoir. Comme tout groupe social, les organisations politiques constituent des vecteurs de socialisation: elles constituent des lieux de reproduction sociale de la catégorie de sexe dominante (les "hommes"). Autrement dit, c'est dans les organisations politiques qu'on acquiert des compétences politiques. Ces organisations étant pratiquement non mixtes, cet apprentissage s'adresse principalement aux hommes. Et quand bien même il y aurait des femmes, celles-ci occupent des postes subalternes et ne font pas la même expérience du militantisme.

### Un effort conscient de structuration

Tout collectif contestataire est avant tout un espace hétérogène, un espace de confrontation de différents groupes sociaux<sup>(7)</sup>. Les effets de ces rapports de pouvoir peuvent être, au niveau individuel ou collectif, désastreux. Xavier Dunezat émet en effet l'hypothèse, reconsidérant à la lumière des concepts féministes l'idée de cycle d'un mouvement social, que la démobilitation serait en partie due aux rapports de genre au sein des mouvements contestataires. Que la mainmise sur le pouvoir par des leaders autoproclamés, que les rivalités individuelles pour le pouvoir, que l'illusion démocratique de la procédure de décision, que l'utilisation de menace dans les rapports humains sont "autant d'éléments constitutifs du système patriarcal" et qu'ils sont "décisifs dans la progressive démobilitation des participantes et des participants à un mouvement social"<sup>(8)</sup>.

Pourtant, "bien que chacun ait connaissance des nombreuses inégalités dans la société, il n'en est pas tenu compte dans les relations de groupe. Pour parer à ces inégalités "culturelles" et pour assurer des structures démocratiques, il faudrait au contraire faire des efforts



conscients de structuration"<sup>(9)</sup>. Bien que la domination s'exprime absolument partout, même dans les endroits où l'on s'y attend le moins, on peut atténuer ses effets. En repensant l'organisation. En pensant des dispositifs permettant d'éviter ces abus de pouvoir. Pour lutter plus efficacement. Le débat est ouvert. ■

(1) Kergoat D., *Les infirmières et leur coordination*, 1992.

(2) Dunezat X., *Des mouvements sociaux sexués*, 1998.

(3) Monnet C., *La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation*, 1998.

(4) *Pour en finir avec les comités femmes*: <http://infokiosques.net/spip.php?article=264>

(5) En référence au célèbre article de C. Delphy, *L'ennemi principal*, 1970.

(6) *Débat sur les débats*: [http://infokiosques.net/article.php3?id\\_article=87](http://infokiosques.net/article.php3?id_article=87)

(7) Dunezat X., *Des mouvements sociaux sexués*, 1998.

(8) Idem.

(9) *La jungle des militants prophètes*: <http://1libertaire.free.fr/MilitantProphete.html>

**L'ULB est en mouvement depuis un peu plus d'un mois. Interview de Philippe Santini, membre du BEA, délégation étudiante de l'ULB, et du conseil fédéral de la FEF. PROPOS RECUEILLIS PAR JOËL GIRÈS**

## L'ENSEIGNEMENT en péril

### Quelles sont les raisons pour lesquelles les étudiant-e-s se mobilisent depuis plus d'un mois à l'ULB ?

**Philippe Santini:** Les autorités de l'ULB avaient l'intention de faire passer trois dossiers au Conseil d'Administration.

Le premier est l'introduction d'une carte multifonction pour les étudiant-e-s et le personnel. Ce serait une carte électronique lisible à distance et reliée à une base de donnée centralisée. Il y a le problème de l'aspect sécuritaire. Une crainte à

terme c'est qu'il y ait éventuellement des auditoires comme dans d'autres universités dans le monde où chaque étudiant-e devra utiliser sa carte pour pouvoir entrer. De plus, on est pas du tout sûr de la sécurité des données. Il y a aussi le problème du coût de la carte. Celui-ci serait de 500.000 euros la première année et de 60.000 euros par an par la suite. Un des buts de la carte, et c'est clairement expliqué dans les documents officiels, est d'améliorer l'image de l'université! Pour attirer plus de monde dans un contexte de concurrence entre universités ?

Le deuxième dossier est la vente de la moitié du campus de la Plaine, qui est l'un des 3 campus de l'ULB à Bruxelles. En gros, on vend presque tous les terrains qui ne sont pas encore construits. Si ce problème se pose, c'est parce que l'université est sous-financée, et cela a diverses conséquences, notamment sur les infrastructures: on a plein de bâtiments qui sont en très mauvais état et qu'il faut rénover mais on a également besoin de plus de bâtiments parce qu'on est très à l'étroit et que le nombre d'étudiant-e-s n'arrête pas d'augmenter. La

solution qui est envisagée par les autorités est de vendre presque tous les terrains disponibles pour rénover les bâtiments et en construire un ou deux autres. En gros, on hypothèque l'avenir de l'université pour pouvoir palier à court terme, pendant encore quelques années, au sous-financement. Dans quelques années on se retrouvera avec les mêmes problèmes.

Le troisième dossier concerne la plupart des logements étudiants de l'ULB. On a une cité de logements en ruine, ou à peu près, et il faut la rénover, ce qui coûte pas mal d'argent. La solution trouvée par les autorités est de privatiser partiellement: une SICAFI prendrait en emphytéose pendant 45 ans la plupart des logements étudiants. L'ULB lui payerait un loyer chaque année, et, en échange, cette société s'occuperait de rénover et de faire le gros entretien des différentes cités. Vu les différentes

dans le plus grand auditoire de l'ULB, qui était plein à craquer (1500 personnes). Cette AG a rejeté les 3 points. Pour éviter qu'un vote irréversible et néfaste puisse se faire, environ 500 étudiant-e-s ont envahi le CA, qui a été levé et remis à plus tard. Cela a permis de lancer un débat beaucoup plus important sur l'université. S'en est suivi deux autres AG, plusieurs actions faites par différents groupes, mais dont certaines n'étaient pas acceptées par une majorité d'étudiant-e-s. Il y a eu différentes initiatives comme l'occupation d'un auditoire pendant plusieurs semaines et l'occupation du rectorat de l'ULB pendant 5 jours, à laquelle la délégation étudiante a participé. Il y a eu une manifestation de 500 personnes entre le campus du Solbosch et celui de la



même pour contre-argumenter; les autorités ont également demandé à tous les profs et assistant-e-s de l'ULB de lire la position des autorités dans les cours. Il y a eu une campagne de propagande assez intense, différentes techniques ont été utilisées pour essayer de casser le mouvement.

### Quelle est la position de l'ULB par rapport au refinancement ?

**P.S.** Pour l'ensemble des 3 dossiers, on peut remarquer qu'il y a une gestion de la misère, on fait avec la situation actuelle. On la remet un peu en cause dans les paroles mais dans l'ensemble ce n'est pas suivi par des actes. Les autorités ont refusé par exemple de suspendre les cours pour que la communauté universitaire puisse aller manifester pour un refinancement.

Mais tous ces problèmes de sous-financement ne sont pas uniquement localisés sur l'ULB. Dans les derniers mois il y a eu pas mal de choses un peu partout: il y a eu tout le mouvement flamand suite aux réformes Vandembroucke qui visaient à définancer beaucoup d'universités pour concentrer les moyens sur la plus grosse, la KUL, afin qu'elle soit compétitive. Ça s'inscrit dans le processus de Bologne. Il y a eu récemment une occupation du rectorat à la KUB parce que les autorités ont voulu une partie des bâtiments et sont en train de délocaliser plein de cours à la KUL. Il y a eu quelques mobilisations dans l'enseignement artistique, où il y a d'énormes problèmes d'infrastructure. Le gouvernement de la Communauté française a décidé en juillet d'autoriser les hautes écoles à augmenter les frais d'inscription des étudiant-e-s, donc ça a un peu bougé de ce côté là. Tout ça fait partie d'un contexte global qui est celui de la marchandisation de l'enseigne-



logiques qui sont à l'oeuvre: rentabilité d'un côté, service aux étudiants de l'autre, on ne peut savoir très bien quelle sera la qualité de la rénovation par exemple. Dans l'ensemble, on a beau faire un cahier des charges très précis, ce n'est pas évident de penser à tout. Enfin, confier les logements à une SICAFI, même si cela coûte moins cher à court terme, coûtera plus cher à l'ULB sur le long terme par rapport à un emprunt sur 20 ou 30 ans.

### Tu peux faire une chronologie rapide des mobilisations ?

**P.S.** Au premier CA, le 16 octobre, on a bien senti la température: 2 des 3 points étaient à l'ordre du jour et allaient passer sans trop de résistance, malgré l'opposition des délégués étudiants et de nombreux de gens en dehors du CA. Pour être sûrs de cette opposition, nous avons organisé une Assemblée générale

Plaine pour protester contre les 3 points ainsi qu'une grève le 16 novembre qui a été cependant très peu suivie. Aujourd'hui, les trois dossiers sont toujours en suspens.

### Et quelle a été la réaction des autorités de l'ULB ?

**P.S.** Dès qu'on a soulevé les différents points, on a été étonnés par la réaction très forte des autorités. Dès qu'il y a eu quelques dérapages de la part de certain-e-s étudiant-e-s, les autorités les ont amplifiés et les ont utilisés pour criminaliser l'ensemble du mouvement. Comme par exemple l'occupation de l'auditoire, qui n'était pas soutenue par beaucoup d'étudiant-e-s. La criminalisation est passée par différents canaux: des mails à l'ensemble de la communauté universitaire (25.000 personnes) ont été envoyés par les autorités, alors qu'on refusait au BEA de pouvoir faire de

ment, en cours depuis plusieurs années. On ne s'intéresse plus qu'à ce en quoi il peut être utile pour les entreprises. La volonté est de faire un marché mondial de l'éducation où les différentes universités se doivent d'être compétitives. Pour cela elles seraient obligées de se "rationaliser". Le risque est que cela mènerait à un enseignement à deux vitesses: d'un côté quelques universités d'élite, qui concentrent tous les moyens, qui sont à la pointe et qui sont censés attirer les meilleur-e-s étudiant-e-s, chercheur-e-s, professeur-e-s; de l'autre un certain nombre de petites universités

"poubelles", avec un niveau d'enseignement et de recherche assez bas, destinées aux étudiant-e-s socialement défavorisé-e-s. Comme le système qui existe actuellement aux USA.

Ce phénomène est à relier à la problématique de la globalisation: les investissements pouvant s'enfuir d'un pays à tout moment, les gouvernements réduisent de plus en plus les taxes sur les grosses fortunes, pour les multinationales... Ayant moins de rentrées fiscales, ils doivent diminuer leurs dépenses. Les services publics sont les pre-

miers à passer à la trappe. En l'espace de 25 ans, l'enseignement a donc été fortement définitivement financé. Dans les universités, par exemple, le financement par étudiant a été divisé par deux! Pour pallier à ce problème, une mauvaise solution est d'augmenter le coût des études. De plus en plus de pays y ont recours. On a ainsi vu des augmentations de minerval de plusieurs milliers d'euros dans différents pays européens. En Belgique aussi c'est une solution souvent envisagée par des recteurs, des décideurs économiques ou politiques... ■

## VW-Forest: le capitalisme à l'état pur

Après avoir savamment dosé pendant des années les pires rumeurs afin de mettre sous pression les travailleurs et leur faire accepter de lourds sacrifices ; après avoir entretenu un suspens insoutenable et indécent de plusieurs jours, la direction du groupe VW a tranché: 4.000, puis, 3.500 travailleurs, du site de Forest seraient jetés à la rue comme des malpropres. Sans compter les emplois menacés chez les fournisseurs et les sous-traitants ! Les 3.000 travailleurs qui seraient - théoriquement - maintenus seront certainement soumis à une nouvelle pression énorme, à de nouveaux sacrifices de flexibilité et de salaires et cela sans garantie aucune d'avenir !

Contrairement à ce que veulent nous faire croire le patronat belge et le gouvernement Verhofstadt afin de fuir leurs propres responsabilités, ce n'est pas le "nationalisme" ni la "trahison" des syndicats allemands qui expliquent fondamentalement ce drame social; c'est le capitalisme à l'état pur.

L'ampleur des licenciements chez VW est par ailleurs un démenti cinglant adressé aux pouvoirs politiques de ce pays qui ne cessent d'une part d'imposer des sacrifices aux travailleurs et d'autre part d'offrir cadeaux sur cadeaux au patronat afin de "garantir l'emploi". Malgré les plus de 5 milliards d'euros de réduction des charges patronales (autrement dit autant de pertes pour la Sécu, pour le salaire socialisé des travailleurs), malgré la réduction de 10% du précompte sur le travail en équipe (500 millions d'euros qui concernent directement le secteur automobile), les vagues de licenciements se succèdent les unes après les autres. Dans le cadre du système actuel, le patronat ne veut et ne peut garantir rien du tout. Ses belles promesses ne sont que du vent. La seule chose que ce système veut garantir, ce sont les profits pour une minorité, tout le reste ne vaut rien s'il entre en contradiction avec cet objectif. Après VW, les responsables politiques qui continuent à affirmer qu'il faut accorder plus de cadeaux aux entreprises pour maintenir l'emploi sont au mieux des "idiots utiles" pour les patrons, au pire de parfaits hypocrites et des larbins de bas étage au service du capital.

### Interdire les licenciements !

En France, la LCR, organisation-sœur du POS, mène campagne pour une interdiction légale des licenciements pour les sociétés qui font du profit. En Belgique, il y a quelques années, le député Vincent Decroly avait également déposé un projet de loi allant dans ce sens. L'histoire sociale belge et européenne récente est en effet jalonnée d'exemples d'entreprises multinationales qui délocalisent ou sabrent dans les effectifs dans le seul but d'augmenter encore plus les "retours sur investissements" pour des actionnaires dont la soif de profits est intarissable.

A terme, une loi - y compris au niveau européen - qui interdirait de telles pratiques devrait être une perspective concrète. Et elle ne peut devenir réalité que par la lutte et la construction d'un rapport de forces à la fois sur le terrain social et sur le terrain politique. Le drame de VW met une fois de plus en lumière également la profonde nuisance sociale du système capitaliste. Seule une alternative à ce système peut définitivement mettre un terme à des cataclysmes sociaux tels que VW, Splintex, DHL, la Sabena, Clabecq, Renault-Vilvoorde, ... ■



**Quelque 4.000 travailleurs de Volkswagen Forest perdent leur travail. Plus que 8.000 emplois supplémentaires disparaissent chez les fournisseurs. Depuis un moment déjà des bruits alarmants circulaient à propos de l'usine de Forest. Après Ford et Renault, la surproduction et la concurrence sur le marché mondial ont encore fait des victimes dans le secteur automobile.** PAR M. LIEVENS

# Trop d'autos = chômage

L'industrie automobile est un des secteurs importants du capitalisme. Ce secteur donne le la depuis le début du 20e siècle. Les innovations, qu'elles soient technologiques, de gestion ou d'organisation du travail sont souvent testées dans la construction automobile avant d'être appliquées ailleurs. Du travail à la chaîne et de la gestion scientifique de Ford et Taylor aux expériences japonaises du Ohnisme et de la "Lean production": le secteur automobile ouvre la voie. Aujourd'hui aussi nous pouvons constater qu'une entreprise comme VW se sert d'une série de techniques managériales nouvelles: sous-traitance, flexibilité, concurrence entre les différentes filiales de la même multinationale ... Les ondes des crises économiques peuvent également se mesurer dans le secteur de l'automobile, qui forme l'avant-garde sur ce terrain également.

Ce secteur mérite également notre attention pour une autre raison: l'énorme concentration de travailleurs dans des usines mastodontes a fait de ce secteur un fer de lance des luttes ouvrières pendant le siècle passé. Les sommets des luttes ouvrières aux Etats-Unis ont été atteints dans l'énorme secteur automobile de Detroit. Les actions de résistance dans les usines de Fiat de Turin, où travaillaient plus de 100.000 ouvriers, étaient à la base du courant de l'opéraïmo dans le marxisme italien (Tronti, Negri etc.). Plus près de nous, l'entreprise de VW-Forest était réputée pour sa tradition militante de résistance ouvrière. Les actions suite à l'Arrêt-spagetti dans l'affaire Dutroux étaient exemplaires de cette tradition.

## Une splendeur belge du passé?

La Belgique était considérée pendant longtemps comme un centre de production automobile. Le plus grand nombre de voitures produites par habitant était noté chez nous. Avec la fermeture de Renault à Vilvorde et les restructurations chez Ford, Opel, et actuellement chez Volkswagen, ce tableau est bouleversé. Jusqu'au milieu des années 60, la pro-

duction automobile était fortement implantée au niveau national. Des tarifs douaniers à l'importation élevés pour les voitures finies et les tarifs bas pour les pièces détachées obligeaient quasiment les constructeurs les plus importants à établir une unité de production dans chaque pays, orientée vers le marché local. A ce moment, il y avait encore des usines de BMW, Mercedes, Fiat et Peugeot en Belgique. C'est la construction de la Communauté européenne qui a fait trébucher ce système. L'interdiction des tarifs élevés aux importations qu'elle a rapidement imposée permettait la centralisation du secteur à l'échelle européenne. Il n'était en effet plus nécessaire que chaque entreprise soit présente sur le marché local. A la place apparaissaient des usines énormes qui produisaient à quelques endroits centraux pour tout le marché européen et même mondial. La Belgique était une plaque tournante de la production automobile européenne.

Le secteur belge a par conséquent connu une forte expansion: de 200.000 voitures par an au début des années 60, vers 850.000 à la fin de la décennie, dont seulement 10 % destinées au marché intérieur. Cinq grands (Renault, Volkswagen, Ford, Volvo en Opel) produisaient en Belgique pour le marché

européen et global. Pourtant, La croissance continue de la production se heurte depuis une bonne dizaine d'années à un plafond. Le secteur se débat avec un sérieux problème de surproduction. L'introduction de nouveaux modèles permettait de brefs sursauts de la production. Mais avec la fin du cycle de vie d'un nouveau modèle, la production se tassait à nouveau.

## Le marché est saturé

Depuis un certain nombre d'années, le marché automobile n'a presque plus connu de croissance en Europe occidentale. La seule demande persistante est celle du remplacement des voitures plus âgées. L'évolution démographique intervient ici, mais surtout la crise de la politique néolibérale, qui fait que le revenu réel de la plupart des ménages a à peine augmenté depuis vingt ans. Cela a rendu la demande de nouvelles voitures fortement conjoncturelles: pendant les périodes de crise les gens décident d'user davantage leur vieille voiture: quand l'économie redémarre, une croissance de la demande des voitures est mesurable.

La saturation du marché exacerbe la concurrence entre les constructeurs: cela se traduit par des développements technologiques accélérés et le lancement incessant de modèles nouveaux. Cette

Photo: Benny Asman





dynamique concurrentielle est responsable de la demande continue d'importants capitaux constants dans le secteur. Ces capitaux peuvent alors servir à la recherche et le développement de nouvelles technologies et de nouveaux modèles, cela permet de refouler une partie de la main d'œuvre vers l'armée de réserve du travail et permet la réalisation d'un surprofit temporaire. Jusqu'au moment où la concurrence a copié les nouveaux gadgets ou a lancé un modèle semblable.

L'accroissement énorme de capital constant menace évidemment de porter atteinte au taux de profit. La pression sur la force de travail est une façon d'y remédier. Depuis les années 60 la situation dans les ateliers s'est fortement dégradée. La pression au travail monte, les conditions de travail se dégradent. Quand on parlait dans ces années encore d'un boulot "huit-quatre", les années 70 ont vu l'introduction d'une deuxième équipe, 6-2/2-10. Actuellement, presque toutes les usines tournent à temps plein, à trois équipes; certaines sont même actives pendant le week-end avec une quatrième équipe. La multiplication de la capacité d'assemblage qui en suit a fait croître le problème de la surproduction. Pour Volkswagen elle est montée à plus de 20%. En mai 1999 ce stress croissant au travail a coûté la vie à un ouvrier: Francis Verstaen s'est suicidé sur son poste de travail dans l'usine Volkswagen de Forest. Dans son journal il notait comment le rythme et la pression au travail le minaient.

### Concurrence sans frontières

La restructuration chez VW est une nouvelle strophe d'un air bien connu. Les multinationales jouent la concurrence entre les travailleurs des différentes implantations lors de l'allocation des nouveaux modèles. Elles arrivent de

cette façon à dégrader continuellement les conditions de travail. L'usine dont les travailleurs sont prêts aux plus grandes concessions recevra la production du nouveau modèle. On y garantit l'emploi - pour une période bien déterminée. Les syndicats sont habilement montés les uns contre les autres. Les managers arguent des coûts de travail élevés. Les salaires portugais ne sont qu'un quart des allemands, les Chinois travaillent pour cinquante fois moins que ceux de Wolfsburg! C'est cependant le coût du travail par voiture qui est le seul critère réel qui tient compte de la productivité. Forest peut se vanter d'une productivité très élevée. Pourtant la pression de l'étranger se fait sentir. Depuis peu, la RP de Chine est devenu un exportateur net de voitures. Volkswagen donne la priorité à ces investissements chinois et russes. En Belgique, on reproche au syndicat allemand IG-Metall un certain nationalisme parce que celui-ci a donné son accord à un rallongement (sic) du temps de travail avec maintien du salaire afin de garantir l'emploi, au détriment de Volkswagen Forest. Le système de cogestion auquel participe ce syndicat l'entraîne évidemment dans l'organisation des restructurations. Pourtant, en Allemagne aussi des milliers d'emplois disparaîtront chez Volkswagen: au total il s'agira de 20.000 des 103.000 travailleurs. L'annonce de la restructuration a fait monter l'action VW de 15% à la bourse de Francfort.

### Pertes et Profits

La surcapacité dans le secteur automobile mène à la fermeture d'une série d'usines: des personnes sont plongées dans la misère parce qu'on fabrique trop de bagnoles: voilà le paradoxe. Pourtant, les dix dernières années l'industrie automobile a pourtant, (ou à grâce à cela) engrangé des bénéfices plantureux. Volkswagen a noté un bénéfice net de

1.12 milliards d'euros en 2005 et de plus de 2 milliards pour la première moitié de 2006, en hausse de 56% par rapport à l'année précédente. Depuis l'annonce de licenciements massifs en 2004, le bénéfice annuel a augmenté de 89.5%. La valeur des actions est montée de 30 euros en 2004 à 81.25 aujourd'hui. La part de Volkswagen, le n° 1 dans le marché européen, est de 19.2%. Les bénéfices du groupe VW proviennent surtout de la marque Audi. La marque VW a perdu en 2005 \$1 milliard à l'exportation vers les US, entre autres à cause de l'Euro fort.

Les problèmes de l'industrie automobile se font aussi sentir ailleurs. Detroit, le berceau de la construction automobile des Etats-Unis est submergé de licenciements et de restructurations dans les grands ateliers de General Motors, qui est le leader du marché comme VW l'est en Europe. Pourtant, il s'agit là aussi de manœuvres afin d'imposer des concessions aux syndicats.

### La politique se désarme

Les Verhofstadt de ce monde peuvent crier leur soutien aux ouvriers de VW des toits et se plaindre du comportement des multinationales: ils ne pourront nier qu'ils ont finalement eux-mêmes remis leurs pouvoirs en faveur du projet néolibéral de libéralisation du marché. Pendant ce temps-là, l'Europe laisse faire. Elle se préoccupe de déceler la moindre entrave à la concurrence. Mais aucun commissaire ne cligne des yeux quand des milliers de personnes perdent leurs emplois. Ni sur le terrain social, ni sur le terrain écologique, l'UE ne s'est opposée à l'industrie automobile. Ainsi, les constructeurs ont tout simplement classé verticalement leur promesse de diminuer la pollution par le dioxyde de carbone par les voitures européennes de 25% pour 2008. ■

# Défendre l'EMPLOI, pas la BAGNOLE

Celle-ci, au demeurant, est d'ores et déjà condamnée comme pourvoyeuse massive d'emploi. L'assemblage des voitures se fait de manière de plus en plus automatisée, de manière telle qu'il faut de moins en moins d'heures de travail d'ouvrier pour produire une voiture. S'opposer à l'automatisation de la production n'est pas une solution, d'une part parce que nul ne soutiendra que le travail sur une chaîne de montage est un travail épanouissant, d'autre part parce qu'une usine qui n'améliorerait pas sa rentabilité serait rapidement réduite à la faillite par le jeu de la concurrence.

## Insoutenable écologiquement

L'industrie automobile est condamnée à terme : l'usage généralisé de la voiture individuelle est insoutenable d'un point de vue écologique. La voiture est l'un des principaux responsables de la production de gaz à effet de serre, et donc du réchauffement climatique. Si tous les habitants de la planète se déplaçaient en voiture dans la même proportion que le font les "Occidentaux", non seulement la situation deviendrait intenable d'un point de vue environnemental, mais en outre l'épuisement des ressources pétrolières s'accélérait considérablement. Même en tablant sur un développement intensif des biocarburants ou d'autres sources d'énergie renouvelable et moins polluante, l'humanité ne pourrait faire face à la poursuite de l'extension de l'usage de l'automobile.

Par ailleurs, le succès même de l'automobile se retourne contre elle. L'encombrement du trafic en fait un moyen de déplacement ou de transport peu efficace, sans compter les nuisances sur le plan de la santé (au triple aspect du stress, de la pollution et des accidents), de la dégradation de la qualité de la vie urbaine, des pertes économiques dues aux arrivées en retard.

## Réorganiser l'espace et les transports

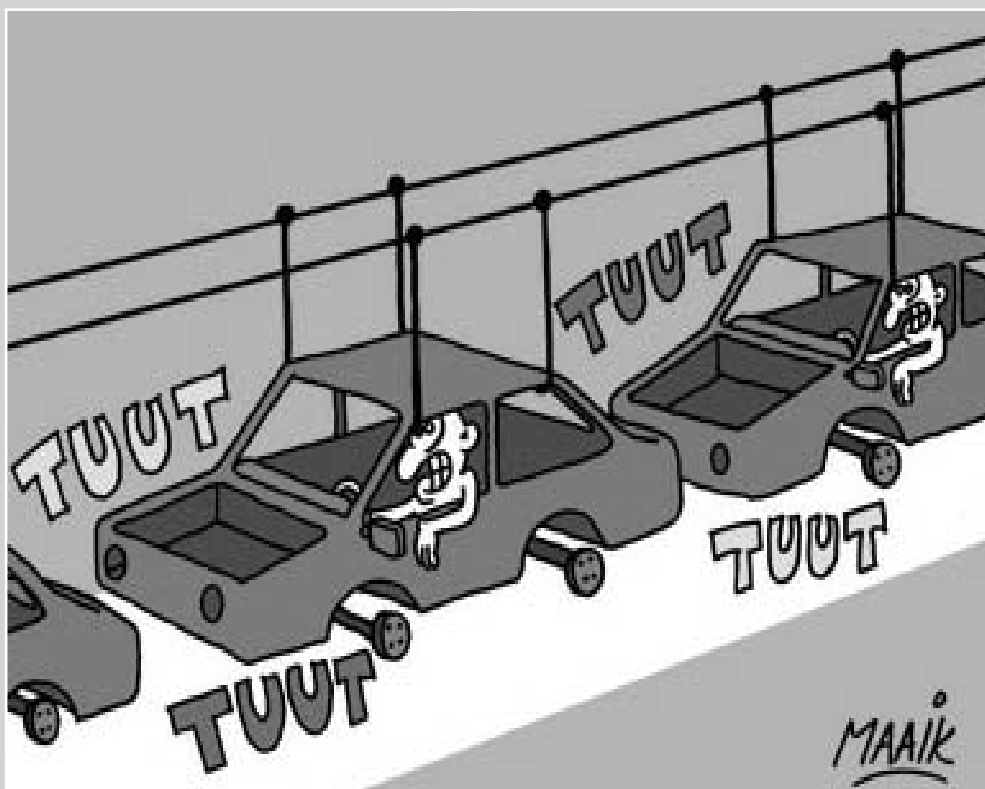
Bien entendu, on aura toujours besoin d'une certaine quantité de voitures dans certains services publics. On peut aussi concevoir que des voitures soient mises à la disposition des particuliers, y com-

pris pour un usage de loisir. Mais il n'est pas nécessaire que chacun dispose en permanence d'une voiture et effectuée avec elle n'importe quel déplacement qui pourrait se faire bien mieux autrement.

Le nombre de voitures en circulation et le kilométrage parcouru par elles doivent impérativement diminuer. Ceci implique, bien entendu, le développement adéquat d'un réseau de transport public et l'adaptation de la voirie à d'autres modes de déplacement. Mais aussi la réorganisa-

## Restructuration

Pour en revenir à l'industrie automobile et à la défense de l'emploi de ses travailleurs, il est incontestable qu'une solution à long terme passe par la reconversion de l'activité. On pourrait, bien sûr, pour ce qui est de la Belgique, conserver une chaîne de montage et y produire, sur initiative publique après expropriation, un véhicule à la fois performant d'un point de vue écologique et efficient quant à la sécurité. Un tel véhicule ne serait pas plus cher, mais moins cher qu'un



tion de l'espace, de manière à limiter au maximum le "navettage" des travailleurs ou la course vers les grandes surfaces de la périphérie, par une décentralisation optimale de l'activité et une multiplication des commerces et services de proximité.

De telles mesures sont peu compatibles, naturellement, avec l'impératif de rentabilité propre au capital privé. A chacun de choisir ses valeurs, et de tirer les conclusions.

véhicule ordinaire si on intégrait dans le prix de ce dernier les coûts assumés actuellement par la collectivité en matière d'assurance maladie-invalidité et d'organisation de la sécurité routière, sans parler du coût d'une dépollution.

Mais le gros de l'industrie automobile devra être reconverti dans d'autres activités. Pourquoi pas, justement, la production des équipements et du matériel roulant devant équiper un réseau de transport collectif digne de ce nom ? ■

**Karel Gacoms a joué un rôle central dans la lutte contre la fermeture de Renault-Vilvorde en 1996-1997, en tant que secrétaire de la FGTB-Métal pour le Brabant Flamand. La Gauche s'est entretenue avec lui à propos des licenciements chez Volkswagen-Forest et de la réponse des syndicats. Gacoms affirme qu'il faut un véritable syndicalisme européen pour éviter de tels licenciements dans l'avenir. "Il faut conclure des accords au niveau européen à l'intérieur des entreprises multinationales, pour qu'on ne puisse plus jouer une succursale contre une autre". Aujourd'hui il pense que la solidarité d'autres secteurs et d'autres succursales est d'une importance cruciale. Mais il met en garde: "On ne gagne pas la solidarité comme un cadeau".** ENTRETIEN PAR DAVID DESSERS

## KAREL GACOMS

### "LE PACTE ENTRE LES GÉNÉRATIONS DYNAMITE LES NÉGOCIATIONS"

**Le groupe VW a fait de gros bénéfices et licencie à tour de bras...**

**Karel Gacoms:** Oui. C'était aussi notre cas chez Renault-Vilvorde. Là aussi, il s'agissait d'un regroupement de la production pour travailler d'une manière plus efficace et donc faire plus de profits. La production de Renault-Vilvorde a été transférée vers le Nord de la France et vers l'Espagne, mais pas vers la Russie comme cela avait été affirmé. Selon nous, il n'y avait alors aucune raison de fermer Renault, vu que l'entreprise se portait bien. Les profits ont ensuite encore augmenté.

Volkswagen n'est pas une entreprise en difficulté. La vente marche bien. Il n'y a donc aucune raison de prendre une mesure aussi brutale. Il est possible qu'il faille quelques adaptations. Mais cela peut se faire sans brutalité, d'une façon progressive et sans douleur. Le problème réside dans le système lui-même. 10% de bénéfice, ce n'est plus assez aujourd'hui pour les actionnaires. Cela nous conduit à une spirale intenable.

**Selon Verhofstadt, les mesures contre Forest ont été prises pour des motifs nationalistes. Du point de vue des coûts salariaux, Forest serait en effet plus favorable que Wolfsburg.**

**Karel Gacoms:** Par rapport à l'Allemagne, nous avons un coût salarial équivalent. Si la production allait vers la Tchéquie ou la Slovaquie, on serait face à une autre affaire. Le problème concret pour la direction est la surproduction, et non les coûts salariaux. Et on va donc vers un regroupement de la production. Le nationalisme a-t-il joué ? Oui et non. Naturellement ce serait plus difficile pour Volkswagen de fermer une usine en Allemagne plutôt qu'en Belgique. Mais il y

a d'autres facteurs qui jouent. Avec une telle restructuration, on tient compte aussi par exemple des effets négatifs sur la vente. Il y a évidemment une grande différence entre le marché belge et le marché allemand. Abandonner 2% sur le marché belge, c'est très différent que d'abandonner 2% sur le marché allemand.

**Mais comment te situes-tu comme syndicaliste face aux baisses de salaires ?**

**Karel Gacoms:** Ce n'est pas une simple affaire. Si par exemple les charges sur le travail de nuit ou en équipe baissent, cela ne signifie pas que les rentrées de la sécurité sociale baissent. Il s'agit d'une mesure purement fiscale. C'est tout autre chose quand on baisse les charges salariales et qu'on accuse la sécurité sociale. On peut bien faire la différence. Mais fondamentalement ça nous mène au grand problème pour lequel on n'a pas de réponse dans le mouvement syndical, c'est-à-dire la spirale vers le bas. La seule réponse ce sont des négociations européennes. Dans les entreprises multinationales, il faut des accords au niveau européen, de telle façon qu'on ne puisse pas jouer une filiale contre une autre. Il faut aussi des conventions collectives européennes. En ce qui concerne l'automobile, il y a clairement un marché européen. Les voitures qui y sont vendues sont fabriquées en Europe. C'est cher d'emmener une voiture de Chine jusqu'ici.

**Quelles sont les conséquences du pacte entre les générations sur Forest ?**

**Karel Gacoms:** Je pense que le gouvernement est conscient que le pacte entre les générations va considérablement rendre difficiles les négociations chez Volkswagen. Le gouvernement peut par

exemple diminuer l'âge de la prépension à 50 ou 52 ans, mais le pacte entre les générations exige que ces gens restent disponibles sur le marché du travail et doivent réagir à toute offre d'emploi. Je n'ai pas de problème que les gens qui vont à la prépension continuent encore de chercher un boulot. Mais qui voudrait partir à la prépension s'il n'est pas sûr qu'il touchera effectivement la prépension et s'il devra accepter un job à des conditions beaucoup moins favorables ? Le pacte entre les générations dynamite la négociation d'un éventuel plan social. Le gouvernement ne pourrait pas revoir ce pacte que pour VW ; s'il le revisite il faut le faire pour tout le monde.

**Est-ce qu'on peut faire quelque chose contre ces licenciements et qu'est-ce que la loi Renault a changé ?**

**Karel Gacoms:** Les travailleurs de Renault ont demandé une législation qui, si la délégation syndicale le juge nécessaire, permet à la délégation de contester la fermeture devant le tribunal sur base des dossiers économiques et financiers. Nous voulions avec un dossier économique montrer devant le tribunal que la fermeture n'avait pas de sens. Ce n'est pas la loi que nous avons demandée, cette loi n'a pas vu le jour. Il y a une autre qui a été votée et qui change un peu la procédure de licenciement. La petite loi Renault qui a été votée dit que des négociations préalables sont nécessaires avant d'arriver à des licenciements collectifs. Mais on doit quand même avouer que cette loi a changé les négociations en cas de licenciement collectif, autant dans les grandes que dans les petites entreprises. Cette loi dit qu'on doit annoncer l'intention de licenciement collectif avant. À ce moment les syndicats

ont le temps de contester, de proposer des alternatives, etc. Ils peuvent étirer l'affaire dans le temps. Et ça leur donne aussi la chance d'organiser des actions syndicales. Cette loi n'a pas changé le monde, il y a encore des fermetures et des licenciements collectifs, mais ça donne tout de même quelques possibilités aux syndicats d'organiser des actions et de mettre en avant des contre-propositions.

### Que doivent faire les syndicats de Volkswagen-Forest selon toi ?

**Karel Gacoms:** Ce n'est pas à moi de dire ce que les autres doivent faire. Mais je sais qu'on peut obtenir quelque chose quand on construit des rapports de forces. Et pour ça on a besoin d'actions. Il n'y avait pas de proposition d'action concrète au moment de la première réunion du personnel. À ce moment, on laisse partir les gens sans mot d'ordre. Ça ne me paraît pas une bonne idée.

Chez Renault-Vivorde il y avait un mot d'ordre dès le début: Renault ne doit pas fermer. Pour ça on devait se battre. Chez le personnel on avait évidemment une tension entre ceux qui n'y croyaient pas et qui réclamaient leur prime et ceux qui voulaient que leur entreprise reste

ouverte. Mais c'est parce qu'on vient immédiatement avec des mots d'ordre clairs et un plan d'action offensif qu'on peut aussi mobiliser. Ça n'a évidemment pas empêché qu'après six mois d'action, on a négocié une reprise du travail. Les travailleurs ont repris le travail avec une journée d'action incluse régulièrement. Le parking restait occupé, on devait faire environ 30 à 40% de production. On ne travaillait donc pas très fort. Mais les gens avaient quand même leurs



salaires. C'était une période très spécifique de double pouvoir dans l'entreprise. Dans le plan social qu'on a dû accepter à la fin, il était inscrit que les travailleurs restent engagés pendant deux ans chez Renault-Vilvorde, avec des périodes de chômage économique et des périodes où leur salaire était payé. Et c'était à Renault de trouver pour ces gens un autre job. Ça c'était important. Si les employeurs veulent licencier des gens, parce qu'ils organisaient la production sur des pronostics trop optimistes, alors c'est leur responsabilité de trouver une solution. Nous ne pouvons accepter en aucun cas le modèle de l'ouvrier jetable.

### Les syndicats doivent-ils lutter à fond contre la fermeture ?

**Karel Gacoms:** Oui. Mais on ne reçoit pas la solidarité comme un cadeau. Si on veut que les syndicats allemands se mobilisent, alors il faut les interpellier. Les travailleurs de Forest doivent prendre l'action en main et alors on peut compter sur la solidarité. Les dés ne sont pas jetés. IG Metal est dans de beaux draps. Mais ce sont de vrais syndicalistes. Je pense qu'ils n'ont besoin que d'un petit coup de pouce pour entrer dans le combat pour le maintien d'une production importante à Forest. ■

# Prisons: problèmes en pagaille

PAR SANDRINE LAURENT

## Mieux que les Dalton !

Vingt-huit évadés à la queue-leu-leu de la prison de Dendermonde, à la mi-août. C'est encore mieux que les Dalton ! Ça fait rire dès qu'on est rassurés, et rassurés, on l'est vite: le Ministère de la Justice communique très officiellement que les évadés ne sont pas dangereux, "ce sont seulement des voleurs venus des pays de l'Est", "des délinquants, pas des criminels". On rit encore quelques jours plus tard en apprenant que ces évasions ont eu lieu parce que la prison avait un problème de serrures. Voilà trois ans, à en croire les médias, que le directeur de la prison de Dendermonde demande de nouvelles serrures pour ses portes de cellules. Dans le temps, il aurait passé commande à la régie pénitentiaire qui fabriquait une série d'objets dont les prisons avaient besoin, en util-

isant des détenus (dont certains apprenaient un métier par la même occasion); maintenant, le Ministère de la Justice doit passer commande au privé, on vous passe les détails. Mais hip, hip, hourrah ! On entend dire à longueur d'années que le privé, c'est mieux et plus efficace que les services publics, en voilà une belle illustration. Les évadés de Dendermonde sont sûrement de cet avis. Vive la libéralisation !

## Mais ici, c'est plus grave: seaux "hygiéniques" et surpopulation

On rit un peu moins quelques jours plus tard, quand une directrice de prison apparaît à la télévision pour dénoncer l'état délabré de son établissement. Courageuse, la fille.

Puis voici qu'en octobre, il y a de nouveau des grèves dans les prisons, avec

toujours les mêmes motifs: la surpopulation, le manque de personnel, le manque de sécurité et d'hygiène, etc. Un gardien dit à la télé que les détenus sont à trois dans une cellule prévue pour un, il y a deux lits superposés, le troisième détenu dort par terre, et ça se passe à la maison d'arrêt, où les gens sont présumés innocents; il ajoute qu'une aile de la prison n'a pas été rénovée, là, il n'y a pas de toilette dans les cellules, les détenus se soulagent dans un seau. Sont-ils aussi à deux ou trois par cellule dans cette aile? Puis même si l'homme est seul, tu imagines ça, avec l'odeur, surtout au moment où il mange. Traite-t-on des gens comme ça, en Belgique, en 2006? Comme des bêtes. Puis on les relâchera en leur demandant de se comporter comme des êtres civilisés, ça ne vous paraît pas un peu contradictoire?

## Le système pénitentiaire: échec coûteux

Mais laissons l'humanisme de côté, il n'est plus à la mode; puisqu'on ne parle plus que de sécurité et de rentabilité, inscrivons-nous allègrement dans l'idéologie économique néo-libérale actuelle.

L'histoire des serrures de Dendermonde est instructive. D'abord, il y a le temps qu'elles auront mis à arriver dans leurs portes: est-on sûr que les communications fonctionnent bien au Ministère de la Justice? Puis il y aura leur prix; comme le privé travaille pour faire du bénéfice, elles reviendront nécessairement plus cher que celles qui avaient été fabriquées dans un atelier de l'administration pénitentiaire.

Alors, n'est-ce pas, on peut se demander combien de dossiers errent ainsi dans les méandres de ce Ministère. Et dans les autres Ministères, où ça ne va apparemment pas très bien non plus. Il y règne apparemment une pagaille généralisée, résultat de la fameuse réforme des ministères baptisée Copernic. La modernisation des Ministères était bien nécessaire, mais s'agissait-il vraiment de les rendre plus efficaces? L'histoire mériterait un article à elle seule. La réforme Copernic a déversé et déverse encore une mer de fric dans les poches du privé, mais l'Etat n'a plus de budget pour couvrir des dépenses élémentaires.

Aujourd'hui, les prisons sont si surpeuplées qu'on parle d'en ouvrir de nouvelles. Or, même abstraction faite du coût de la construction, les prisons coûtent cher; il y a l'électricité, le chauffage, le traitement du personnel, (même si ces gens ne gagnent pas de l'or en barre, ça chiffre) - et tout ça, c'est le citoyen honnête qui le paie, à travers ses impôts. Est-ce utile, au moins?

En théorie, l'emprisonnement devait produire en quelque sorte des sujets puri-

fiés de leur délinquance, or, les prisons sont peuplées en majorité de petits délinquants récidivistes -en bon français: des gens pour qui le premier emprisonnement n'a pas eu d'effet dissuasif. Que ferait-on, en bonne économie néo-libérale, d'une entreprise coût-



Dessin: Chloé



## La vocation de la prison?...

Mais peut-être la vocation de la prison a-t-elle changé? La drogue, la violence, la petite délinquance augmentent dans nos rues; à entendre certains, on croirait que c'est une épidémie venue d'on ne sait où, dont le seul remède est d'écarter les contagieux qu'on attrape, en les enfermant pour un temps. Et les prisons ne serviraient peut-être plus qu'à les parquer. Encore ne les enferme-t-on pas tous. On sait que les petites peines de prison ne sont pas exécutées, et les petits délinquants le savent mieux que personne. La Ministre de la Justice elle-même annonce qu'on va développer les alternatives à l'emprisonnement. Mais quoi, où, comment, clairement? Y a-t-il une vision d'ensemble du problème quelque part?

## Émeute à Ittre, prison moderne

Puis le 30 octobre, il y a une émeute à la prison d'Ittre après un contrôle antidrogue sur les visiteurs. Voilà qui

rejoint ce qu'un visiteur de prison nous disait dernièrement à propos des grèves de surveillants: après deux trois jours, les détenus deviennent nerveux parce que les visites sont supprimées, ce n'est pas que leur famille leur manque tellement - beaucoup d'entre eux ne reçoivent jamais de visite - mais c'est que la drogue n'arrive plus. Et ça, pour certains, c'est insupportable, littéralement insupportable, parce qu'une crise de manque, ça ne se passe pas que dans la tête, ça fait mal, physiquement très mal, tous les médecins qui soignent des toxicomanes vous le diront.

Ittre est une prison moderne. Avec la pub que le Ministère de la Justice a fait au moment de son ouverture, certains s'imaginent que c'est l'Hilton. Ce n'est pas ça, mais enfin, matériellement, c'est bien, toutes les familles de détenus vous le diront. Et puis? Qu'est-ce qui fait qu'on s'y sent quand même si mal? Qu'est-ce qui cloche dans tout notre système pénitentiaire, même dans nos prisons dernier cri?

## Le miroir de notre société

Le malaise profond de nos prisons n'est donc pas seulement matériel. Le détenu est là, entre parenthèses de la vie réelle. A sa libération, il se retrouvera dans la même situation qu'avant son enfermement, avec les mêmes problèmes. La plupart des petits délinquants viennent de ce qu'on appelle pudiquement des "milieux défavorisés". "Défavorisés" par qui? Chômeurs, voués aux petits boulots, souvent sans qualification professionnelle, sans perspectives de pouvoir se construire un meilleur avenir, ce n'est pas du Zola (on aimerait que ce le soit), c'est la réalité.

Il n'y a pas si longtemps, on parlait de "question sociale", on considérait que le chômage, l'exclusion étaient un problème de société. Mais maintenant? La question sociale? Démodée, balayée, paraît-elle! "Chacun pour soi" et "struggle for life". L'exclu, le "marginal", quel que soit son état, quelles que soient ses conditions de vie, est considéré comme seul responsable de sa situation.

Qui donc avait dit que la prison est le miroir de la société? ■

# ACCORD INTERPROFESSIONNEL 2007-2008



## QUELS ENJEUX ? QUELLES REVENDICATIONS ?

Le dernier Accord Interprofessionnel (AIP), celui de 2005-2006, signifiait un quasi-blocage des salaires, un accroissement de la flexibilité et de nouvelles réductions de cotisations patronales. Il avait été adopté par le gouvernement malgré la mobilisation en décembre 2004 de quelques 50.000 manifestants et malgré une opposition majoritaire au sein de la FGTB et au sein de plusieurs secteurs de la CSC.

En novembre dernier se sont ouvertes les négociations autour de l'AIP 2007-2008. A quoi s'attendre, comment le comprendre, comment y réagir, ... Nous publions ici les "bonnes feuilles" d'une brochure réalisée et diffusée par Une Autre Gauche, le texte complet peut être consulté sur le site [www.uneautre gauche.be/55.html](http://www.uneautre gauche.be/55.html)

# Un Accord InterProfessionnel ?

## Quelques mots d'explications

Un AIP est un accord cadre négocié et signé tous les deux ans entre les partenaires sociaux fédéraux, au sein du "Groupe des dix", composé des représentants des organisations patronales (FEB, Unizo, Union des classes moyennes, Boerenbond) et syndicales (CSC, FGTB, CGSLB). Si les partenaires sociaux ne se mettent pas d'accord, c'est le gouvernement qui tranche. C'est ce qui s'est passé pour le dernier AIP 2005-2006.

### L'enjeu est important

1. L'AIP concerne les 2 millions de salariés du privé (46% d'ouvriers et 54% d'employés) et les allocataires sociaux (pensionnés, chômeurs, bénéficiaires d'indemnités de maladie, victimes de maladies professionnelles, bénéficiaires du revenu d'intégration)
2. Il fixe pour une durée de deux ans les augmentations salariales et il règle une série de questions touchant aux conditions de travail (temps de travail, crédit-temps, formation, heures supplémentaires, congés, pécules, crédit-temps, salaire minimum interprofessionnel garanti, etc.)
3. Il permet en principe la solidarité entre les secteurs forts et les secteurs faibles, ces derniers bénéficiant des acquis de l'ensemble des salariés du privé
4. Il fixe le cadre de toutes les négociations sectorielles. Il fixe un seuil minimum qui sert de base pour les négociations sectorielles ou pour les secteurs où il n'existe pas de négociation collective.

### L'AIP 2007-2008 et Pacte de compétitivité

En novembre 2005, Guy Quaden, gouverneur de la Banque nationale appelait à la conclusion d'un "Pacte de compétitivité", proposition relayée par le Gouvernement et la FEB. La notion de pacte sous-entend que les intérêts des travailleurs et des employeurs sont communs, qu'ils doivent donc prendre ensemble des décisions correspondant à l'intérêt général. Pour sceller ce pacte, le Premier ministre Verhofstadt a mis autour de la table les représentants des organisations patronales et syndicales (le Groupe des dix). L'objectif était qu'ils prennent une position commune en matière de compétitivité. Ce qui fut fait en mars 2006.

Le discours martelé depuis un an est le suivant:

1. Les entreprises belges ne sont pas compétitives essen-

tiellement à cause des salaires qui sont plus élevés que dans les pays voisins

2. C'est la compétitivité des entreprises qui permet de garder ou de gagner des parts de marché
3. Donc ce déficit de compétitivité handicape l'emploi; et c'est pourquoi la modération salariale est indispensable pour sauver l'emploi, la croissance et le bien-être général.



Ce "raisonnement" est à la base des propositions patronales pour l'AIP 2007-2008. La modération salariale qu'on nous prépare peu prendre plusieurs aspects: remise en cause de l'index et de l'indexation des salaires, modération ou blocage des salaires, accords all-in, nouvelles diminutions de cotisations à la sécurité sociale.

### L'index et l' AIP 2007-2008

Fin 2005, le gouvernement annonçait la nécessité d'entamer des négociations "sans tabou", y compris sur l'indexation des salaires. Cela a soulevé un tollé: les organisations syndicales ont tout de suite fait savoir que toucher à l'index et à l'indexation entraînerait une "déclaration de guerre". Le gouvernement, puis les partis les après les autres ont alors fait marche arrière: la remise en question de l'indexation ne serait pas au menu des négociations pour l'AIP 2007-2008.

Deux remarques s'imposent. Premièrement, l'indexation est depuis longtemps et reste dans le collimateur du patronat. La FEB estime que "la suppression du système d'indexation serait la meilleure solution pour la compétitivité des entreprises belges". Le FMI juge l'indexation "anachronique" et l'OCDE la qualifie d'"exception belge" (de tous les pays européens seuls la Belgique et le Luxembourg ont encore une indexation "automatique"). Même s'il semble bien que la remise en cause de l'indexation n'est pas à l'ordre du jour immédiatement, il est certain que cela reste un objectif pour le patronat. Deuxièmement, avoir agité d'emblée l'épouvantail de la remise en cause de l'indexation fait partie d'une tactique patronale habituelle: annoncer le pire, reculer quelque peu ensuite afin de faire passer la pilule d'autres attaques. Dans ce cas, les directions syndicales ont tendance à présenter le statu quo comme une victoire parce qu'on a évité le pire. ■



# MODÉRATION salariale ou BLOCAGE des salaires?

## La "norme salariale"

La modération salariale est une histoire déjà longue de plus d'un quart de siècle. Dans cette histoire, un pas décisif a été franchi en 1996 par le vote de la loi "relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité".

Conformément à la loi de 96, lors de la conclusion d'un AIP, les partenaires sociaux doivent se mettre d'accord sur un ordre de grandeur, appelé "la norme salariale", qui ne peut pas être dépassé pendant la durée de l'accord. Les CCT (conventions collectives de travail) fixent ensuite les augmentations salariales pour les secteurs; ces augmentations ne peuvent pas dépasser la norme fixée par l'AIP.

- La norme salariale est fixée en comparant le coût salarial moyen par travailleur en Belgique avec celui des 3 pays voisins (France, Allemagne, Pays-Bas), estimé sur base des données et prévisions de l'OCDE

- la norme équivaut au minimum à l'index plus les augmentations barémiques

- elle est fixée par les partenaires sociaux (dont les 3 syndicats) sur base d'un "Rapport technique" du Conseil central de l'économie (CCE), organisme paritaire. Si les négociateurs ne se mettent pas d'accord, le gouvernement tranche. Le Rapport technique fixant les "marges maximales disponibles" est annoncé pour le 9 novembre 2006

- dans la loi de 1996, la norme est conçue comme un "maximum", autrement dit comme une norme contraignante. Les conventions sectorielles ne peuvent, en principe, pas dépasser la norme. Toutefois, depuis 2002, la FEB a consenti, sans que la loi soit modifiée, à ce que la norme soit "indicative".

- la loi prévoit un "mécanisme de correction" : si la norme salariale appliquée pour la durée d'un accord a dépassé le coût moyen des salaires dans les 3 pays voisins, un rattrapage de ce dépassement peut se faire au cours de la deuxième année de l'AIP ou dans l'AIP suivant. Ce qui a été le cas pour la période 2005-2006. Conséquences: la norme ne cesse de baisser!

Alors, cette norme salariale : "contraignante" ou "indicative"? En 2002, à la suite d'un "gentleman's agreement" entre syndicats et patronat, ce dernier a accepté le "principe" d'une interprétation indicative de la norme. Il s'est agi d'un marchandage entre l'engagement par les syndicats de respecter les modalités voulues par le patronat en cas de grève et l'engagement par la FEB d'accepter plus de souplesse dans l'application de la norme salariale dans les secteurs. Mais dans les faits, les accords sectoriels consécutifs n'ont pratiquement jamais dépassé la norme! D'une part, parce que

la loi prévoit de lourdes amendes pour les employeurs qui dépasseraient la norme (elles n'ont pas été appliquées jusqu'à présent, mais la menace opère comme un puissant dissuasif). D'autre part, parce qu'un "dépassement" trop important dans les secteurs peut amener à un "dérapiage" global qui peut être déduit de la norme à fixer pour la période suivante, limitant ainsi encore plus les marges salariales hors index et augmentations barémiques (ce qui fut appliqué, pour la première fois, dans l'AIP 2005-2006). La contrainte s'exerce également du fait qu'en cas d'échec des négociations, c'est le gouvernement qui peut alors unilatéralement trancher. Il y a quelques années, dans un document du CCE, on pouvait lire l'une des véritables raisons d'être de la loi de 1996 et de la norme salariale, à savoir "(...) faire internaliser par tous les niveaux de négociations une exigence de modération salariale, que le

### Evolution de la norme salariale

1997-1998 : 6,1%

1999-2000 : 5,9%

2001-2002 : 6,4%

2003-2004 : 5,4 %

2005-2006 : 4,5 %

- ✱ L'indice doit être rétabli dans son intégralité: il faut supprimer l'index santé
- ✱ L'index doit être amélioré : par une révision profonde tant de la méthode d'enquête sur le budget des ménages que du poids relatif des biens et services témoins, en particulier du poids de postes clefs tels que le loyer
- ✱ L'indexation doit être automatique: il faut supprimer le lissage de l'index qui reporte de plusieurs mois l'adaptation au coût de la vie
- ✱ L'index ne fait que refléter l'augmentation du coût de la vie, et il le fait d'ailleurs imparfaitement (une récente étude du Crioc a montré que le pouvoir d'achat a diminué en moyenne de 3% depuis 10 ans, malgré l'indexation et les augmentations salariales, et cette diminution est proportionnellement plus importante encore pour les plus pauvres)

Mais attention: l'indexation n'est pas un moyen de redistribution des richesses. Nous ne pensons donc pas que l'indexation devrait être appliquée différemment aux plus riches et aux plus pauvres: la redistribution des richesses doit se faire par des mesures autrement importantes que celle-là !



Photo: UAG

secteur/l'entreprise soit exposé(e) à la concurrence internationale ou non. (...) Il faut bien comprendre que nous sommes à la recherche, non pas d'une mesure de la compétitivité, mais d'une norme de coordination des salaires." (Lettre mensuelle socio-économique du Conseil Central de l'Economie, décembre 1999). Autrement dit, il s'agit de faire avaler la pilule de la "modération salariale" aux secteurs qui ne sont pas liés aux marchés extérieurs (et qui ne sont donc pas soumis, en théorie, aux calculs de compétitivité avec nos pays et "concurrents" voisins). Mais surtout à ceux où les syndicats jouissent d'un rapport de forces favorable (les syndicats sectoriels étant plus puissants que l'interprofessionnelle). Ce même document l'admet d'ailleurs avec franchise : une norme interprofessionnelle est plus avantageuse qu'une norme spécifiée secteur par secteur car cette dernière méthode serait "la meilleure façon de faire descendre trois millions de travailleurs dans la rue"! Même interprétée de manière "indicative", la norme salariale globale induit un véritable mécanisme d'autolimitation pour les syndicats, un carcan ou une camisole qu'on les pousse à endosser et dont la logique conduit sans cesse à la "modération".

#### Quelle norme salariale pour l'AIP 2007-2008?

Le rapport technique du CCE sortira début novembre. Il donnera des indications au sujet de la norme salariale et les négociations débiteront entre patrons et syndicats dans le cadre de l'AIP proprement dit.

On l'a dit, l'AIP 2005-2006 avait fixé une norme salariale de 4,5%, soit 3,3% pour l'index, et 1,2% pour les augmentations de salaires. Mais l'indice a augmenté de 3,43 points entre le 1er janvier 2005 et septembre 2006. Les salaires et allocations sociales ont été indexés une fois en 2005 et une fois en 2006, soit 4% d'augmentation au lieu des 3,3% prévus. Fin 2005, le CCE estimait que les salaires belges avaient augmenté de 2,1% en plus que les salaires dans les 3 pays voisins. Cet écart de 2,1% (s'il est confirmé par le prochain rapport du CCE), ajouté au dépassement de l'index par rapport aux prévisions, signifierait que la norme salariale 2005-2006 a été fortement dépassée. Le "mécanisme de correction" risque bien d'être appliqué à l'accord 2007-2008.

#### Dérapage? Quel dérapage?

Pourtant, la Banque nationale de Belgique (BNB) a publié le 12 juin dernier un rapport qui établit que la hausse des salaires en 2006 ne sera que de 4,2% (et non 5,2% comme l'avait annoncé le Conseil central de l'économie en novembre 2005), soit une augmentation inférieure de 0,3% à la norme salariale fixée dans l'AIP 2005-2006... Il est intéressant de noter que la BNB pointe 3 éléments qui expliquent cette hausse plus réduite que "prévu" : 1) l'application du nouvel indice santé ; 2) la faiblesse des augmentations salariales et des primes accordées dans les entreprises en dehors du cadre des conventions collectives ; 3) les réductions supplémentaires de cotisations sociales patronales

Puisque l'argument d'un dépassement de la norme par les salaires belges s'est dégonflé comme une baudruche, il ne reste plus au patronat qu'à insister sur l'écart relatif défavorable par rapport aux pays voisins pour continuer à affirmer la "nécessité" d'une "modération salariale". Les prétentions patronales sont ainsi sans fin puisque la FEB estime à 10% ce "handicap salarial" sur les 10 dernières années ! Le rapport de la BNB abonde d'ailleurs dans ce sens puisqu'il dit que "le handicap vis-à-vis des trois pays voisins -Allemagne, France et Pays-Bas- s'est probablement (sic !) creusé".

La meilleure preuve que la comparaison n'a pas de fondement réel, c'est que les fédérations patronales et les gouvernements des 3 pays voisins déclarent tous que leurs entreprises ne sont pas compétitives à cause de leur "handicap salarial" ! Et ils préconisent tous les mêmes remèdes brutaux à l'égard des travailleurs de leurs pays ! Déclarations (citées dans une brochure de la CNE, consacrée à la Norme salariale - <http://www.cne-gnc.be/>) : - en France, Laurence Parisot, présidente du MEDEF, déclare "Mais j'attire d'ores et déjà l'attention sur le fait que le coût du travail dans notre pays a très fortement augmenté ces dernières années. A tel point que nous avons presque rattrapé le coût du travail en Allemagne, un des plus élevés du monde occidental. Nous sommes aujourd'hui à 10% au dessus du niveau de la zone euro et à 30% au-dessus de celui des Etats-Unis. C'est dire le défi

extraordinaire que cela représente pour nos entreprises et leurs salariés pour garder des produits et des services compétitifs " - en Allemagne, Christophe Schröder, du centre de recherche patronal (l'Institut der Deutschen Wirtschaft), affirme " L'industrie allemande doit affronter un coût salarial exceptionnellement haut. Nous avons, avec la Grande Bretagne et le Danemark le coût salarial le plus élevé de tous les pays industrialisés. Notre coût salarial par produit est 17% plus élevé que la concurrence extérieure. Les belges sont 18 % plus productifs que nous, et les hollandais 15% " - aux Pays-Bas, enfin, le Ministre des Finances, Gerrit Zalm explique : " La position concurrentielle des Pays-Bas devient de plus en plus mauvaise vis-à-vis des autres pays de l'UE depuis 1998. Malgré le fait que le coût des salaires par unité produite baisserait de 2 % aux Pays-Bas en 2004 (note : et ce, en application d'une modération salariale sévère), la baisse en dehors de la zone euro a été plus grande que prévue. Les produits venant de l'extérieur sont devenus 8% moins chers. De cette manière, c'est devenu encore plus difficile pour les produits hollandais de gagner la bataille concurrentielle "

#### Et la productivité ?

De plus, dans ses calculs comparatifs, le patronat ne prend en compte que les " salaires nominaux " (y compris l'inflation). Or, même d'un strict point de vue capitaliste, cette comparaison des salaires nominaux ne tient pas la route si l'on ne prend pas en considération la productivité.

Il ne s'agit évidemment pas d'un hasard. D'abord, parce que si l'on compare l'évolution de la productivité avec celle des salaires, on constate que de 1979 à 2000, les salaires réels ont augmenté de 38% (inflation comprise) alors que la productivité a augmenté de 57%... Ensuite, parce que la productivité des travailleurs et travailleuses en Belgique est plus élevée qu'en France, aux Pays Bas et en Allemagne. Et ce, surtout dans le cas de la productivité-horaire, car la durée moyenne du travail annuelle est plus élevée chez nous (1.605 heures) qu'en France (1.568 h.), qu'en Allemagne (1.514 h.) et qu'aux Pays Bas (1.307 h.) (chiffres Eurostat). Pour être précis, il faut donc évaluer la hausse des coûts salariaux par unité produite/horaire. Et, dans ce domaine, un rapport de 2003 de l'OCDE classait la Belgique au premier rang en terme de productivité par heure de travail au sein de l'UE. D'après un indice de référence 100 élaboré par l'OCDE sur base de la productivité par heure aux Etats-Unis, la Belgique obtient 112 tandis que la moyenne européenne est de 91,6... (" Conference Board de l'OCDE ", 2003).

Source : " Les conséquences économiques du choc pétrolier sur l'économie belge ", Bureau du Plan, Working Paper, janvier 2006

#### Les accords all-in

Un accord salarial all-in signifie que les augmentations prévues pour la durée de l'accord sont un maximum tout compris (augmentations des salaires et indexation). Si l'inflation dépasse le seuil prévu lors de la conclusion de l'accord, les augmentations de salaires sont réduites totalement ou partiellement, soit au moment même, soit dans l'accord suivant (c'est le " mécanisme de correction ").

La formule all-in est clairement préconisée par le patronat. Dans sa déclaration commune de mars 2006, le Groupe des dix adhère à cette proposition et recommande aux secteurs d'adopter de telles normes salariales pour les accords à venir. Ce n'est pas tout à fait nouveau : plusieurs secteurs (construction métallique, construction, alimentation, nettoyage, garages, électriciens, bois, non-ferreux, ...), ont déjà conclu de pareils accords depuis 2001-2002. 500.000 travailleurs, soit un sur 4, sont déjà concernés par ce système. Mais la volonté est à présent de rendre les all-in obligatoires pour tous.

Qu'arriverait-il, avec des accords all-in, si l'inflation était beaucoup plus importante que les prévisions faites lors de la conclusion de l'accord ? Logiquement, l'indexation ne serait pas appliquée intégralement si elle dépasse la norme salariale. Il s'agirait donc dans ce cas d'une remise en cause de l'indexation d'une manière détournée. Il faut toutefois rappeler que la loi de 96 dit que la norme salariale équivaut au moins à l'indexation et aux augmentations barémiques. Il faudrait donc une révision de la loi de 96 pour que l'indexation ne soit plus appliquée si elle dépasse la norme salariale. Ce qui n'est pas (encore ?) à l'ordre du jour. Toutefois, vu l'existence du mécanisme de correction (voir ci-dessus), nous devons être extrêmement vigilants sur le sujet. D'autant qu'avec le renchérissement de l'euro, l'augmentation des taux d'intérêt et l'envolée des produits pétroliers (et donc de la facture énergétique), il faut tabler sur une augmentation de l'index plus rapide qu'au cours des dernières années.

L'exemple du secteur de la construction. Le 1er octobre, l'indexation prévue dans le secteur de la construction n'a pas eu lieu, contrairement à d'autres secteurs d'activité. C'est ce qu'a annoncé Robert de Mûelenaere, administrateur délégué de la Confédération Construction. Explications : la construction est un secteur qui dispose, depuis 1997, d'un mécanisme de correction " all-in ", qui



bloque l'indexation lorsque le pourcentage de l'augmentation salariale, négociée tous les deux ans, est atteint. C'était le cas. " La hausse salariale négociée pour la période 2005-2006 était de 4,75% dans notre secteur, soit 0,25% de plus que la norme interprofessionnelle. Nous avons atteint cette hausse le 1er juillet. Il n'y aura donc plus d'augmentation d'ici la fin de l'année en application des accords négociés avec les syndicats ", commente Robert de Mûtelenare. Sans ce blocage, la hausse salariale aurait atteint 5,25%, voire 5,30%. Une différence non négligeable.

La diminution des cotisations patronales à la sécurité sociale

C'est volontairement que nous plaçons ce point dans le chapitre " austérité salariale ". En effet, les cotisations patronales à la sécurité sociale sont une partie du salaire. C'est du salaire socialisé.

Ces dernières années, les réductions de cotisations patronales atteignent des sommets. Déjà 5,9 milliards en 2005 ! Mais les patrons n'en ont jamais assez. Les partenaires sociaux se sont mis d'accord en septembre 2006 sur



de nouvelles diminutions de cotisations sur le travail de nuit et en équipe, les heures supplémentaires et l'engagement de chercheurs. Le gouvernement a avalisé cet accord dans le cadre de la confection du budget 2007. Ces nouvelles diminutions de cotisations patronales s'ajoutent à celles qui ont été décidées dans le cadre du Pacte des générations. A toutes ces réductions de cotisations s'ajoutent encore de nombreux cadeaux aux entreprises (aides à l'embauche, subventions à l'emploi, réductions fiscales diverses). Les prétentions de la FEB sont grandes en ce domaine : elle réclame 7,5% de nouvelles diminutions de charges.

Conséquences :

- la réduction des cotisations patronales diminue les rentrées de la sécurité sociale, avec toute une série de conséquences négatives dans de nombreux domaines : montant des allocations sociales, accès et qualité des soins de santé, droits de chômeurs, ... ;
- le financement alternatif de la sécurité sociale (indispensable vu la diminution des cotisations) se fait essentiellement par la TVA, qui est une taxe qui touche principalement les travailleurs eux-mêmes et leurs familles ;
- les réductions de charges diminuent encore la part des salaires puisque les cotisations patronales sont du salaire socialisé. ■



# La COMPÉTITIVITÉ créatrice d'EMPLOI?

La propagande patronale et gouvernementale repose essentiellement sur l'argumentation selon laquelle des entreprises compétitives seraient créatrices d'emplois. Ce " raisonnement " n'est pas nouveau : il était déjà au cœur de la discussion parlementaire sur le projet de loi " relative à la sauvegarde préventive de la compétitivité et à la promotion de l'emploi " de 1996. M. Di Rupo, alors Ministre de l'économie, déclarait que la compétitivité " constitue un élément indispensable à toute politique de l'emploi. En effet, l'absence de compétitivité aurait pour conséquence inéluctable des pertes de marché et donc une diminution de l'activité de nos entreprises, avec les conséquences négatives auxquelles on peut s'attendre sur l'emploi. Parler de compétitivité c'est donc parler d'emploi ".

Le discours de la compétitivité consiste essentiellement à dire que la baisse du coût du travail (que ce soit par la diminution des salaires directs, des cotisations patronales à la sécurité sociale, ou encore des impôts et charges) a un effet automatiquement favorable sur l'emploi, ou plus encore, qu'elle est une condition du maintien et du développement de l'emploi :

- elle permettrait de baisser les prix et donc d'augmenter les parts de marché ;
- elle permettrait d'augmenter le taux de profit, donc l'investissement productif et donc l'emploi ;
- elle permettrait d'éviter les délocalisations et le déplacement des investissements dans des pays à bas salaires.

Mais la réalité ne correspond pas à ce scénario d' "

économie fiction "

Dans les faits, les employeurs ne baissent pas les prix proportionnellement à la baisse du coût du travail, ce sont donc les profits qui augmentent. Et ces profits ne sont pas tous réinvestis, loin de là. Ils sont distribués aux actionnaires, ou alimentent la finance spéculative. Le sous-investissement est d'ailleurs un fait frappant du stade actuel de développement du capitalisme. Même la Banque nationale le dénonce ! De plus, les investissements sont souvent des investissements de restructuration qui aboutissent à des pertes d'emplois, des délocalisations, des rationalisations en vue d'un profit maximum.

La réalité apporte un démenti cinglant au discours selon lequel la modération salariale crée de l'emploi. Il suffit en effet de constater la coexistence d'une austérité salariale depuis 20 ans avec la persistance du chômage de masse. Ni la modération des salaires nets, ni les réductions de cotisations patronales à la sécurité sociale, ni les cadeaux fiscaux ne créent de l'emploi. Après autant d'années de cette politique, le recul est suffisant pour pouvoir l'affirmer sans risquer de se tromper.

G. Verhofstadt a beau annoncer la création de 157.000 nouveaux emplois pendant la législature actuelle, ces déclarations sont mensongères :

- ces chiffres (source : Eurostat), sont infiniment plus élevés que ceux que donne le Bureau du plan ;
- ils font l'impasse sur le type d'emplois créés (nombreux contrats précaires, à durée déterminée, à temps partiel, intérimaires, subventionnés) ;
- ils n'empêchent pas une augmentation constante du taux de chômage.

La modération salariale au prétexte de la compétitivité ne vise qu'à une maîtrise des salaires et n'a pour réelle conséquence qu'une augmentation des bénéfices des entreprises. L'exigence de rentabilité des actionnaires est de l'ordre des 15% et c'est la pression sur les salaires qui finance une bonne partie de cette marge. Le lien entre emploi et modération salariale est pure propagande.

Les vraies finalités de la modération salariale- Une autre répartition des richesses encore plus favorables aux plus riches. Une des premières réelles finalités des mesures de la modération salariale, c'est de faire baisser les coûts salariaux unitaires (les coûts par quantité de biens produits) grâce à une progression des salaires inférieure à la progression de la productivité. De cette façon, les patrons et les actionnaires s'approprient une partie toujours croissante de la richesse produite.- La part des salaires dans la valeur ajoutée ne cesse d'ailleurs de diminuer depuis 30 ans : en 1980, les salaires et allocations sociales représentaient encore 67% du PIB. En 2005, ils n'en représentent plus que 56% !- En 1975, la rémunération du capital était de 3% du PIB. En 1993, elle était de 24%. Ceux qui y ont gagné, ce sont les entreprises, les actionnaires, les propriétaires fonciers, les détenteurs de capitaux. Les mesures prévues pour rendre " nos " entreprises compétitives s'in-

scrivent dans cette évolution et veulent l'approfondir.- Une anticipation de la pénurie de main d'oeuvre. Si les patrons veulent tellement " modérer " les salaires et les enfermer dans un carcan légal, c'est non seulement pour faire des profits immédiats plus importants, c'est également parce qu'ils sont conscients que le vieillissement de la population va, s'ils ne font rien, de facto, engendrer une très importante hausse des salaires par le seul jeu du marché. En effet, puisqu'en système capitaliste la force de travail est une marchandise, son prix d'achat -le salaire- fluctue en partie en fonction de " l'offre et de la demande ". Aujourd'hui, un taux de chômage élevé (soit une " offre " importante face à une " demande " faible) permet de faire pression à la baisse sur les salaires. Mais les années qui viennent vont imposer au patronat des embauches massives pour compenser la mise à la retraite de la génération du baby-boom (en 2025, le pourcentage des plus de 65 ans sera passé de 37 à 48% dans l'UE). Du coup, la quantité de " force de travail " sur le marché de l'emploi sera moindre et sa valeur augmentera d'autant. La FEB en est parfaitement consciente lorsqu'elle écrit dans son Rapport annuel 2004 : " Les pénuries du marché du travail devraient pousser les salaires à la hausse dès 2010 ". C'est pour cela que le patronat veut, via la Stratégie de Lisbonne, augmenter le " taux d'activité ", autrement dit : augmenter en quantité et en durée le nombre de personnes présentes sur le marché du travail afin de maintenir une " offre " élevée. C'est cette volonté qui explique les mesures prises un peu partout en Europe afin de reculer l'âge de la pension ou de supprimer les formules de prépension. L'imposition de normes salariales strictes, la modération salariale et la remise en cause de l'index font donc également partie de l'arsenal destiné à juguler préventivement les hausses salariales.



# Reprendre l'**initiative** sur des **revendications** claires

Face à cette situation, il n'y a pas d'autre solution pour les travailleurs que de reprendre l'initiative. Reprendre l'initiative, c'est commencer par établir un cahier de revendications unificatrices. Et ensuite s'organiser pour le défendre par la mobilisation. (...)

## **Non à la modération salariale! Non à la diminution des cotisations patronales à la sécurité sociale!**

La modération salariale (nette ou via la diminution des cotisations patronales et personnelles à la sécurité sociale) ne crée pas d'emplois : elle ne permet qu'une redistribution des richesses au profit des patrons et des actionnaires. La diminution des cotisations patronales ne se justifie pas plus pour les bas salaires que pour les autres ; elle ne se justifie pas plus pour les entreprises à " haute intensité de main d'œuvre " que pour les autres.

## **Non à la norme salariale! Liberté de négociations et d'actions syndicales!**

Il faut purement et simplement abroger de la loi de 1996 sur la promotion de l'emploi et la sauvegarde de la compétitivité : cette loi impose un carcan qui empêche la liberté de négociation à tous les niveaux (interprofessionnel, sectoriel et par entreprise), et donc de l'action syndicale. De plus, pour retrouver la voie de la mobilisation, les travailleurs ne doivent pas être sous la menace des astreintes : pas d'intervention des tribunaux dans les conflits sociaux !

## **Rétablissement de l'index sans manipulations : non à l'index santé !**

Le principe de l'indexation des salaires et des allocations doit être maintenu et amélioré. Il faut une indexation réellement automatique de tous les salaires du privé et du public et de toutes les allocations sociales. Le mécanisme du lissage de l'index doit être supprimé : non au retard d'adaptation des salaires à l'index !

## **Augmentation du salaire minimum interprofessionnel brut!**

Cette revendication est importante pour les travailleurs concernés, mais également pour les allocataires sociaux. En effet, un salaire minimum bas justifie aux yeux du gouvernement et des employeurs des allocations sociales basses afin de maintenir la tension entre les deux (ce qu'ils appellent les pièges à l'emploi -au sujet desquels il y aurait beaucoup à dire). L'augmentation doit être importante: le salaire minimum n'a pas été augmenté depuis 10 ans. L'augmentation doit porter sur le " brut ", c'est-à-dire être financée par les employeurs, et non pas par le biais de réductions fiscales ou de diminutions de cotisations à la sécurité sociale (qu'elles soient personnelles ou patronales).

## **Augmentations de toutes les allocations sociales et liaison au bien-être!**

Les partenaires sociaux ont conclu le 19 septembre 2006 un accord sur l'affectation d'une somme de 208 millions pour le relèvement des montants de certaines allocations. Pas vraiment de quoi crier victoire : il s'agit de l'application des décisions du conseil d'Ostende et du Pacte des générations.

Il faut :

- une augmentation des minima, mais aussi de l'ensemble des allocations et des plafonds de calcul ;
- des augmentations substantielles, pas 1 ou 2% échelonnés sur plusieurs années ! ;
- une véritable liaison au bien-être: les augmentations prévues pour 2007 et 2008 ne compenseront même pas la perte du pouvoir d'achat... ;
- la liaison des allocations sociales (chômage, pension, etc.) au bien-être doit être automatique et structurelle, elle ne doit pas dépendre de décisions politiques et de marchandages conjoncturels ;
- au lieu d'un " bonus " pour les pensions (octroi d'un montant forfaitaire après plusieurs années de pension), il faut un garantir dès le départ un montant suffisant.

## **Revendications unificatrices au niveau européen**

La compétitivité met en concurrence les travailleurs des différents pays. Elle vise à aspirer l'ensemble des salaires vers le bas. Seules des revendications unificatrices et des actions coordonnées au niveau européen et international peuvent stopper ce nivellement par le bas. Pour commencer dans cette voie, il faut appliquer les décisions du " groupe Doorn " qui rassemble les syndicats allemand, français, belge, hollandais, et luxembourgeois. En 1998, une déclaration commune de ce groupe avait été adoptée suivant laquelle les syndicats signataires devaient, lors de leurs négociations nationales respectives, viser des hausses salariales au minimum équivalentes à l'intégralité de l'évolution des prix et de l'augmentation de la productivité.

## **Non à la flexibilité, à celle qui existe déjà et à celle qui est en discussion.**

L'austérité salariale n'empêchera pas d'autres atteintes au droit du travail, au contraire. Plus le rapport de forces est défavorable au niveau des salaires, plus les travailleurs seront aussi attaqués sur le droit du travail.

## **Contre le chômage : la réduction généralisée du temps de travail**

Vers les 32 heures/semaine, sans perte de salaire, sans hausse des cadences (du rythme de travail) et avec embauche compensatoire.■

**"Les ex-marxistes sont-ils des amis du marché ?" C'est avec cette question que s'interrogeait il y a quelques mois l'hebdomadaire "The Economist" vis-à-vis de la composition du gouvernement italien Prodi, constitué en majeure partie par d'anciens membres du PCI et dans une moindre mesure par la Démocratie Chrétienne. Ces craintes se sont dissipées au cours de ces derniers mois au vu des politiques de libéralisation et par l'adoption du budget 2007, mesures qui ont reçu l'aval de la Commission européenne et du FMI puisque allant "dans la bonne direction".** PAR CARLOS SEVILLA, À ROME

# Gauche anticapitaliste vs. gauche gouvernementale

Le bilan provisoire de 200 jours de gouvernement Prodi a effectivement de quoi réjouir les marchés: libéralisations, retrait officiel des troupes d'Irak (mais elles y sont toujours pour des "raisons techniques!"), vote des crédits de guerre pour la "mission de paix" en Afghanistan, envoi de troupes au Liban, vente d'armes à la Chine et, cerise sur le gâteau où s'imprimela marque du gouvernement, un budget 2007 qui suit avec rigueur l'orthodoxie de Maastricht via la réduction de dépenses dans les soins de santé, l'enseignement (école, université et recherche), les services municipaux... les dépenses militaires sont par contre en hausse. Bref, une politique d'alter-

aprapavant dans le PRC en faveur de la construction des mouvements sociaux. Une orientation impulsée pendant deux années, entre la mobilisation de Gênes en 2001 contre le G8 et le 15 février 2003 avec les mobilisations contre la guerre en Irak. Ce fut au cours de cette "biennale rouge" du PRC que le Ve Congrès du parti avait adopté à la fois une critique du stalinisme (mais non de la bureaucratie, qui est pourtant son soutien matériel) et une résolution engageant son capital politique dans les mouvements sociaux. De cette époque date les fameuses "15 thèses pour la construction d'une gauche européenne alternative" de Fausto Bertinotti, actuel

qui, comme le signalent nos camarades Turigliatto et Cannavo a des limites pour le moins importantes: "la bourgeoisie italienne n'a pas de marges de redistribution et, si elle en a, elle préfère les consacrer à une "restructuration" des coûts du travail et des contrats de travail, à la révision des dépenses de retraites en faveur des fonds de pension et à un plan de libéralisations extrêmes. Il s'agit là de réformes indispensables pour le capital italien afin d'évoluer au même rythme que le reste du capitalisme européen et que la concurrence internationale. Le gouvernement Prodi constitue un instrument privilégié afin d'appliquer ce projet car il entraîne avec lui, via la concerta-



nance incapable de détruire les bases matérielles et culturelles du berlusconisme: précarisation du travail, guerres, racisme institutionnalisés.

Cette situation a sans conteste été favorisée par le changement de cap opéré par le groupe dirigeant du parti Rifondazione Comunista (PRC), qui soutient l'ultralibéral Romano Prodi et fait du PRC un partenaire fiable de la coalition gouvernementale l'"Unione". Cette profonde mutation s'explique en partie par le bilan critique et négatif du référendum de 2003 sur l'article 18 du statut des travailleurs (qui visait à élargir les droits syndicaux dans les entreprises de moins de 15 travailleurs) et qui s'est conclu par un échec. Cet événement a mis un terme à l'orientation prioritaire qui avait prévalu

président de la Chambre des députés.

Ainsi, après la gueule de bois consécutive à l'échec du référendum sur l'article 18, le PRC est passé d'une certaine illusion sociale à une illusion politique plus grande encore, celle en faveur d'une coalition dans un gouvernement de centre-gauche social-libéral afin de battre Berlusconi par les urnes. Le VIe Congrès du PRC en 2005 a formellement traduit cette évolution. De ce congrès a également émergé l'idée de la "Grande Réforme", une hypothèse néo-conservatrice d'alliance avec les secteurs de la "bonne bourgeoisie" qui seraient disposés à aller "au-delà du néolibéralisme" afin de réduire les conséquences néfastes des politiques néolibérales à l'encontre du monde du travail. Un projet

tion, les organisations syndicales, mais également grâce au virage du PRC, autrement dit par l'absence du seul parti qui était jusqu'à présent engagé dans le conflit social.

C'est dans cette conjoncture politique qu'est né, au sein du PRC, le courant Sinistra Critica (SC, Gauche Critique) autour de la revue ErrE-Bandiera Rossa (IVE Internationale). Ce courant a présenté une motion alternative à celle de la majorité lors du Ve Congrès, obtenant alors 6,5% des mandats. Les militants qui composent ce courant s'étaient unis en octobre 1998 à la majorité du PRC emmenée par Fausto Bertinotti car ils partageaient avec ce dernier l'option d'abandonner tout soutien à la politique néolibérale du premier gouvernement

Prodi, ce qui avait précipité sa chute. Par la suite, le courant qui allait donner naissance à Sinistra Critica s'était pleinement intégré à la majorité du parti lors du Congrès de 2002 dont nous avons déjà évoqué les conclusions. Mais une interprétation radicalement distincte des résultats du référendum de 2003 (11 millions de votes en faveur de l'extension de l'article 18) dans un contexte de grande opposition entre les principales forces politiques, syndicales et médiatiques de la gauche, ont marqué le premier affrontement entre ce courant et la majorité du PRC. Sinistra Critica a donc récupéré sa pleine autonomie en 2005 lorsque Bertinotti a opéré son virage en faveur de la coalition de centre-gauche et de la "Grande Réforme".

Le IIIe Congrès des Giovani Comunisti - l'organisation de jeunesse du PRC - qui s'est déroulé en septembre dernier, a vu

une progression de l'influence interne de SC dans le parti puisqu'elle y a recueilli 10% des voix. Le développement de son influence s'explique pour une bonne part par l'opposition (à la différence du reste du parti) de ses parlementaires aux crédits de guerre en Afghanistan mais également par un nouveau cycle partiel de mobilisations: contre la précarité (manifestation "Stop Precarietà!" du 4 novembre), contre les politiques de grandes infrastructures (en articulant nationalement diverses campagnes régionales) et contre le budget 2007 (grève générale du 17 novembre, avec 1,5 millions de grévistes). Tous ces projets gouvernementaux étaient soutenus par le PRC.

Le récent séminaire organisé par SC à Riccione en octobre 2004 a rassemblé plus de 300 personnes de toutes les

régions d'Italie. La motion adoptée en conclusion de cette rencontre pointe vers une "stratégie de sortie" de Rifondazione face à l'orientation actuelle du PRC d'une gauche gouvernementale destinée à mener une politique du "moindre mal" et à "réduire les effets négatifs des politiques néolibérales". L'élaboration d'un manifeste programmatique intitulé "Anticapitaliste! Une gauche critique pour le XXIe siècle", qui sera adopté lors de la prochaine rencontre de SC prévue en janvier 2007, va sceller la constitution formelle de Sinistra Critica en tant qu'organisation nationale dont le but est d'offrir une alternative, une issue à la crise que traverse la gauche italienne et surtout à la crise du PRC, devenu une "gauche de gouvernement" utile pour les amis de la "Grande réforme" et du marché capitaliste tel qu'évoqué par "The Economist". ■

## " Bolkestein II " adoptée

Près de trois ans après sa présentation par la Commission de Bruxelles, la directive "Bolkestein" sur la libéralisation des services a finalement été adoptée par le Parlement européen, mercredi 15 novembre à Strasbourg. L'accord passé en octobre dernier entre les deux principaux groupes du Parlement, les conservateurs du PPE et les socialistes du PSE, soutenus par les libéraux (Alde), a assuré au texte une confortable majorité des deux tiers ou, plutôt, il a garanti que cette majorité ne soutiendrait aucun des amendements déposés par les Verts et par la GUE/NGL.

Lors du débat qui a précédé le vote, la rapporteuse socialiste, Évelyne Gebhardt, a naïvement qualifié le texte de "symbiose entre, d'une part, les intérêts des travailleurs et des consommateurs et, de l'autre, l'économie". Elle a souligné que les droits des travailleurs seraient préservés, grâce à la suppression du très critiqué "principe du pays d'origine". Dans les faits et contre toutes les déclarations hypocrites des libéraux de toute obédience, cette nouvelle directive sur les services s'ajoute aux précédentes directives de libéralisation des secteurs de l'énergie, des chemins de fer, du transport aérien ou encore des postes. Pour preuve encore, le patronat européen (Unice), emmené par Ernest-



Antoine Seillière, ne regrette pas la version dure de Bolkestein et, tout en considérant le texte comme "moins ambitieux", il n'en considère pas moins son adoption comme un "pas en avant prometteur".

La logique libérale de la directive est, en effet, maintenue. Le dogme du libre-échange créateur d'emploi est confirmé. Il en est de même pour la foi dans le lien entre la compétitivité des fournisseurs de services et la création d'emplois ou la prestation de services de qualité. Enfin, cette nouvelle directive continue à asséner la contre-vérité que la concurrence profite aux consommateurs.

Il n'y a donc pas de revirement de l'Union européenne (UE). Il est même fort probable que le principe du pays d'origine, retiré et remplacé par le principe de liberté de prestation au sein de l'UE avec obligation pour le pays d'accueil de lever les obstacles administratifs, ne revienne

par la jurisprudence. Car le retrait de ce principe ne signifie pas, pour autant, que le droit du pays d'accueil s'applique, laissant cet imbroglio juridique à la discrétion de la Cour européenne de justice de Luxembourg. Les services d'intérêt général non économiques exclus aujourd'hui pourraient revenir dans le champ d'application à la faveur d'un relâchement de la mobilisation. Charlie McCreevy n'écarte d'ailleurs pas la possibilité de proposer, dans les prochains mois, de nouvelles mesures de libéralisation, d'"harmonisation plus poussée", dans certains secteurs. Bruxelles a dans sa ligne de mire, notamment, le secteur de la santé.

La directive adoptée doit être formellement entérinée par les ministres des Vingt-Cinq, a priori, avant la fin de l'année. Les États membres auront alors trois ans pour la transposer en droit national. Comme lors du référendum sur le traité constitutionnel européen, il en va de la responsabilité des antilibéraux de mettre à profit ce délai, afin de lancer une campagne européenne pour le rejet total de cette nouvelle directive et pour l'harmonisation des conditions de travail, dans l'ensemble des pays de l'UE, en s'alignant sur la législation offrant le plus haut degré de protection aux salariés. ■

PATRICK TAMERLAN



Cet hiver, les services publics se trouvent au sommet de l'agenda des mouvements sociaux européens. Depuis les années Reagan-Thatcher, il y a eu des mobilisations contre la privatisation et la dérégulation des services publics. Le capital a accentué ses efforts de mondialisation, privatisation et dérégulation dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS-GATS) et plus près de nous de l'Union européenne (ex-directive Bolkestein). Ces luttes sont restées limitées à la défensive. Surtout en Europe, les mouvements sociaux et syndicaux ressentent comme un handicap sérieux de jouer la partie de football devant leur propre goal : il est temps de lancer une contre-attaque et de projeter le jeu dans l'autre moitié de terrain. Une offensive s'impose pour la construction de services publics en tant que pièce essentielle du modèle social européen. PAR LOUIS VERHEYDEN

# L'Europe ne rend pas SERVICE

J'essaierai de faire un tour des secteurs pour indiquer rapidement quelques points clés de l'offensive patronale et les critiquer. Ensuite les tentatives européennes de réaction seront passées en revue.

## Bolkestein

Le débat concernant la directive Bolkestein connaît son épilogue. Le Conseil européen a plus ou moins repris les amendements acceptés par le Parlement en première lecture. Ces amendements réduisent considérablement le terrain d'application de la directive : les services de santé publique, les mutuelles, les émissions radio et télé, les jeux de hasard, les professions relevant de la force publique, les services de sécurité, le logement social, le travail par intérim et d'autres en sont exclus. Plus important: le droit du travail échappe également à la directive "nouvelle mouture": elle devient ainsi compatible avec les normes de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le respect du droit privé international est repris dans la nouvelle mouture: il manquait dans la version originale !

Et le fameux principe du pays d'origine, illustré par l'exemple du plombier polonais ? Le principe est "relégué à la poubelle de l'histoire !" comme le clamait M. Strauss-Kahn (PS- France) de concert avec Chirac et Villepin. En lieu et place, c'est le principe du marché intérieur qui est retenu. Il revient à chaque pays de vérifier si le travailleur sous contrat étranger qui est actif sur son marché est occupé d'une façon conforme au droit de son pays d'origine. Les inspecteurs du travail belges devront donc apprendre à maîtriser les langues de chaque Etat

membre de l'Union européenne pour pouvoir étudier leurs lois sociales et leur jurisprudence, puis constater les abus en bonne et due forme. Autant dire que ce contrôle ne sera pas effectif.

Les abus seront d'autant plus nombreux que le travail des indépendants est exclu du droit social. Et la principale "truc" pour contourner les lois sociales est de conclure un contrat "commercial" avec un

sur. Le Parlement a effectivement évité de les plus gros dégâts et veut maintenant montrer qu'il peut constituer un partenaire responsable pour la Commission. Il est fort à parier que le 16 novembre prochain le Parlement européen votera sans plus la Directive Services dans sa nouvelle mouture.

L'UE aura alors créé artificiellement un marché du travail ouvert où les tra-



faux indépendant plutôt que de conclure un contrat de travail en bonne et due forme. Les critères qui peuvent être retenus par les Etats membres pour refuser le travail d'un indépendant sur leur sol sont fortement réduits. Il n'y a donc aucune raison de se réjouir à propos de la nouvelle mouture de la Directive Services.

Le 21 octobre, lors de la deuxième lecture en Commission du Marché intérieur, aucun amendement n'a été retenu. Cela indique que le Parlement va s'autocen-

vailleurs des pays les plus pauvres de l'Union seront amenés à venir travailler selon les conditions de leur pays dans les entreprises des pays riches. Les délégués devront intégrer une quatrième catégorie de travailleurs: en plus des CDI et des CDD "maison", il y a déjà les travailleurs des "régies ou sous-traitants" et enfin les intérimaires auxquels va maintenant s'ajouter en toute légalité la catégorie des travailleurs sous contrat étranger: polonais, croate, ukrainien ? Les délégués syndicaux éprouveront de grandes difficultés pour organiser et

défendre ces travailleurs immigrés d'une nouvelle sorte. Le nivellement par le bas et la concurrence à mort entre travailleurs sont créés et encouragés par tous les moyens par l'Union européenne qui crée artificiellement un marché de main d'œuvre européen avant de mettre en place un droit social européen. Le patronat jouera ainsi sur un terrain où tous les obstacles créés par les luttes sociales menées par le passé dans chaque Etat auront été supprimés.

Au niveau européen toujours, la lutte des dockers et de leurs supporters a été victorieuse. Les armateurs n'ont pas obtenu le droit de faire charger et décharger leurs navires par des travailleurs choisis arbitrairement, voir par l'équipage du

navire. Le Parlement a rejeté cette proposition. C'est assez rare pour être signalé.

### **Chemins de fer**

Dans les chemins de fer, le transport transfrontaliers est un fait depuis longtemps. Les TEE (Trans Europ Express) y pourvoient déjà. Aujourd'hui les Thalys et Eurostar apportent une alternative intéressante au déplacement des personnes par avion, en apportant plus de sécurité et causant une pollution radicalement moindre, aussi bien au niveau du bruit que de l'émission de CO<sup>2</sup>. Ces trains roulent le plus souvent sur un site propre avec des conducteurs formés à cette tâche par la société transnationale. Il en va tout autrement pour la libéralisation du fret ferroviaire où des

problèmes importants subsistent au niveau de la formation des machinistes, du cabotage (une compagnie rassemble et sépare des wagons dans différents pays), du transit etc. Les normes de sécurité élevées dans ce métier freinent jusqu'à ce jour les ardeurs des nouveaux entrepreneurs. En pratique, l'activité des entreprises privées reste marginale. Entre les opérateurs nationaux il existe des accords solides concernant le trafic transfrontalier.

### **Postes**

La privatisation des entreprises postales et la dérégulation du marché sont en cours depuis longtemps. Elle ont été entamée sous la houlette de l'ancienne Commission Delors, à majorité social-

## Lexique

### **AGCS**

L'Union européenne joue, aux côtés des USA, un rôle très agressif dans ces négociations. Elle veut verrouiller un maximum de dérégulations dans les autres pays. Les négociations sont suspendues, mais la tenue des élections US va probablement débloquent la situation. En attendant les progrès des négociations multilatérales, les Etats ou groupes d'Etats les plus pressés concluent des accords bi- et trilatéraux. Un accord global UE-US pourrait être en cours de négociation. Les négociateurs européens sont guidés par un document intitulé "Créer les conditions pour les entreprises européennes pour affronter la concurrence". Les priorités sont d'obtenir l'accès aux matières premières et aux marchés vers l'extérieur, et de modifier les structures (supprimer les obstacles), Etat par Etat, vers l'intérieur.

### **Résistances**

Le "s" final ne figure pas par hasard dans ce sous-titre. Les réunions internationales des travailleurs et usagers des services publics qui ont lieu dans le cadre du Forum social européen révèlent de multiples résistances contre les privatisations et les dérégularisations imposées par l'UE. Une partie des cette

diversité provient du caractère aléatoire des attaques. Une autre partie provient du manque d'intérêt des directions traditionnelles ou parfois même de leur complicité aux privatisations. En effet, il n'existe pas de "Déclaration de Lisbonne" qui pourrait servir de boussole aux syndicats dans l'Union.

### **"Communes hors AGCS"**

Sympathique initiative mais sa portée est symbolique et sa perspective est d'avoir toujours plus d'autorités locales et régionales qui se déclarent AGCS.

Dans certaines communes signataires, il serait bon d'avoir aussi "l'AGCS hors de la Commune" : certaines communes et autorités locales signataires ont privatisé leurs services publics communaux parfois sous la même majorité politique, ce qui porte atteinte à la crédibilité de tous les signataires. Néanmoins, l'initiative a le mérite de reprendre le débat sur l'AGCS au niveau local où il est plus facile d'intéresser les citoyens.

### **CES (ETUC)**

La Confédération européenne des Syndicats tient plus du lobby que d'une centrale syndicale. Sa propension naturelle est de digérer la politique européenne réellement existante en essayant d'en supprimer les aspects les plus ouvertement opposés aux intérêts des syndicats affiliés.

### **FSESP (EPSU)**

La Fédération syndicale européenne des Services publics regroupe les syndicats européens du secteur. Proche de la social-démocratie, la fédération répercute sur son site les actions de ses syndicats affiliés.

### **Forum social européen des Services publics**

Cette coordination européenne tente de récolter et de répercuter une série d'infos concernant les attaques contre les services publics en Europe et les ripostes. La coordination regroupe tant des responsables syndicaux des nouveaux syndicats français et italiens que des militants de secteurs minoritaires ainsi que des membres de collectifs d'utilisateurs.

En Italie et en France les organisations concernées développent une réelle collaboration sur le terrain. Une mobilisation contre le décret Mc Creevy (postes) est désirée et encouragée par les membres de la coordination. Le décret serait voté par le Conseil des Ministres à Bruxelles le 14 décembre. Un site web est en préparation, son adresse sera publiée ici dès qu'elle sera rendue publique. Cette initiative essaie d'ouvrir la voie vers une mobilisation européenne en défense des services publics, si possible dans le cadre des Fédérations existantes. ■



démocrate. Cette politique néo-libérale est évidemment poursuivie par la Commission actuelle.

Cela se passait sans faire de grandes vagues jusqu'à aujourd'hui. La dérégulation ne descendait pas en dessous de la barre des 50 grammes : elle ne touchait pas les lettres ordinaires. Cela laissait une partie importante du courrier entre les mains des postes publiques tout en laissant les mains libres aux firmes privées, DHL, TNT et autres. DHL a fusionné avec la Deutsche Post, TNT a fusionné avec la poste néerlandaise.

Le commissaire Mc Crevey propose désormais de "libéraliser" totalement les postes européennes, tout en reconnaissant qu'il y a un problème substantiel au niveau de la péréquation. La péréquation est le nom de la politique qui veut qu'une personne paie le même prix lorsqu'elle envoie une lettre de Hout-si-Plout à Bachten-de-Kuppe que lorsqu'elle envoie une lettre de Gand à Bruxelles, alors que les frais réels qu'elle occasionne sont trois fois plus élevés dans le premier cas. Le monopole postal en dessous des 50 gr. est perçu comme le prix normal pour assurer le service universel, c'est-à-dire assurer minimum cinq jours par semaine la collecte et la distribution du courrier sur tout le territoire national, à un prix égal et abordable pour tous. Dix entreprises postales ont signé un manifeste pour s'opposer à cette directive. Ces postes (B, F, I, L, PL, ES, Chypre, Grèce, Hongrie et Malte) desservent au total la moitié des boîtes de l'Union. Mais les intentions patronales ne sont pas toujours sincères. Il est évident que M. Thys

espère soutirer un maximum d'euros à l'Etat belge ou à l'Union, ou aux deux, "pour couvrir les frais du service universel" mais qu'une partie importante du magot ira remplir les coffres de CVC Capital Partners, l'actionnaire privé de La Poste belge. D'autres directions ont signé du bout des doigts, en espérant ainsi donner le change aux organisations de gauche et syndicales nationales, avant de se mettre aux ordres. Quant à ces organisations de gauche, la situation est fort différente d'un pays à l'autre. Aussi bien en Italie qu'en France, il y a une réelle volonté dans certains syndicats et parmi les organisations d'utilisateurs de s'opposer à une telle directive. En effet, il s'agit d'une deuxième Bolkestein : la directive s'oppose nettement au bon sens et la même alliance objective est possible entre le mouvement ouvrier et des parties de la droite, originaires des régions périphériques ou très attachées à la péréquation (vente par correspondance, publipostage...). La directive Mac Crevey est contraire au bon sens.

Clairement, si la droite a nationalisé les postes partout en Europe et leur a accordé un monopole avant même qu'il n'existe des partis socialistes de masse sur le Vieux Continent, c'est qu'il y avait de bonnes raisons pour le faire. Il s'agissait entre autre de créer un maximum de cohésion pour assurer la viabilité d'un Etat bourgeois: le service postal universel est un des ingrédients de cette cohésion.

#### **Gaz et électricité**

Ce qu'on appelle la fusion d'EDF et GDF en France est en fait l'achat par Suez,

groupe financier franco-belge, de la société publique Gaz de France. Comme GDF est lié à la SPE, le mini concurrent d'Electrabel (Suez), cela provoquait une situation de monopole complet en Belgique. Des manœuvres sont en cours pour qu'un nouveau mini concurrent puisse voir le jour afin de ne pas confier l'entièreté de la fourniture de l'électricité belge à un seul monopole privé.

Dans l'UE, la tendance est au rachat des producteurs publics restants par les grands groupes producteurs d'énergie, tels E.ON ou Suez. Un rapide aperçu des incidents sur le continent nord-américain montre que ces sociétés ont comme priorité de fabriquer des dividendes et des plus-values pour leurs actionnaires (voir <http://www.nerc.com> et "Electricity competition falls short", New York Times 15/10/06). De catastrophiques coupures de courant en sont les conséquences. L'Europe du nord-est vient de connaître une première coupure il y a à peine un mois, la première d'une longue série causée par la mauvaise gestion privée. L'horizon de gestion d'un groupe capitaliste privé n'excède pas cinq ans: pour eux c'est le "long terme". Ce qui signifie qu'une politique d'investissements lourds, la décision de construire une centrale par exemple, qui prend dix à vingt ans entre la décision de faisabilité et la mise sur le marché des premiers KW, n'est tout simplement pas "réaliste" pour leur Conseil d'Administration. Des décisions rationnelles à ce niveau ne peuvent être que des décisions politiques: elles engagent les générations suivantes via les déchets nucléaires et/ou l'effet de serre.

Via les privatisations, des décisions politiques importantes sont confiées à des groupes privés, qui délèguent à leur tour la prise de décision à leurs actionnaires de référence. Derrière Suez se profile M. Frère, qui en possède une dizaine de pourcents et y fait la pluie et le bon temps. M. Frère devient donc de facto le Ministre Fédéral de l'Energie et les pleins pouvoirs lui sont confiés. En même temps, la distribution du courant aux particuliers est privatisée en Wallonie. La péréquation est cassée: selon que vous habitez Gent ou Arlon vous paierez jusqu'à 50 euros par an plus cher pour la consommation d'un ménage ! En outre, la production d'électricité verte est devenue un "choix" de consommateur. En choisissant un "bon" fournisseur, un ménage wallon pourrait gagner 50 euros par an par rapport au prix actuel, mais il pourrait gagner 50 euros de plus en choisissant un "mauvais" fournisseur. L'année prochaine, M. Reynders nous expliquera que la Belgique n'utilise pas assez d'électricité verte car les citoyens les moins bien nantis ont "voté" en masse pour les "mauvais" fournisseurs,

les moins chers. Et l'année après, les monopoles feront grimper les prix.

L'idée d'un dirigeant Ecolo de fournir par un réseau de tubes isolés de la chaleur (en forme de vapeur) aux ménages est excellente. C'est probablement la seule alternative qui puisse garantir une diminution radicale de la consommation énergétique des ménages dans les zones urbaines industrialisées. Elle a été évoquée ici il y a vingt ans, dans le cadre de la lutte contre la fermeture de Tube Meuse, qui fabriquait les tubes appropriés. La vapeur est un sous-produit de toute une série de processus industriels, des laminoirs aux centrales en passant par les usines chimiques. Il s'agit donc de co-génération. Pour que le système soit fiable, il faudra donc que les consommateurs, que le public, ait un mot à dire sur la gestion des processus de fabrication dans les grandes entreprises. Obtenir cela est difficile, mais pas impossible.

#### Synthèse

Je n'ai pas abordé les secteurs de l'eau,

de l'enseignement, de la santé. Ce n'est évidemment pas que je pense que ces secteurs seraient moins importants, mais en espérant que je puisse y revenir bientôt.

La construction d'un graphique des privatisations des services fait apparaître un jeu de "Pack Man" où des briques arrivent à des endroits aléatoires, mais toujours dans le même sens. Ici aussi, tout va dans le même sens, mais les vitesses et la priorisation entre secteurs est différente de pays en pays en fonction des opportunités pour les capitalistes et des résistances plus ou moins fortes par pays ou par secteur, ce qui empêche généralement d'avoir une vue claire.

Le mouvement global est ancré dans la déclaration de Lisbonne, qui veut transformer l'Union européenne en l'économie la plus compétitive et la plus dynamique au monde. L'existence même de biens et de services publics est traité comme un obstacle à l'atteinte de cet objectif. ■

## PAYS-BAS: La gauche radicale cartonne

**Les grands partis ressortent perdants des élections législatives néerlandaises du 22 novembre, à des degrés divers, et il n'y a pas de majorité à la Chambre. Avec 17 % des voix, la gauche radicale fait une percée historique.**

Aux Pays-Bas, le grand perdant des élections législatives du 22 novembre est le Parti du travail (PVDA, social-libéral) qui perd, par rapport aux élections de 2003, 600 000 voix et dix sièges. L'Alliance de la démocratie-chrétienne (CDA) du Premier ministre sortant, Jan Peter Balkenende, ne perd que trois sièges. Ses alliés du VVD (droite libérale) en perdent six.

Le Parti socialiste (SP, gauche radicale) devient la troisième force politique du pays, avec 1,6 million de voix (16,6 %), soit un million de plus qu'en 2003. C'est comparable aux 2 millions de voix (21,2 %) du PVDA. Le SP passe ainsi de neuf à 26 sièges, sur les 150 que compte la Chambre (le PVDA en a 32). Il est arrivé

en tête à Eindhoven, cinquième ville du pays, et se trouve en deuxième place, derrière le PVDA, à Amsterdam et à Rotterdam. La percée du SP ne tombe pas du ciel. La plupart des commentateurs soulignent qu'à la différence du résultat spectaculaire de la droite populiste en 2002 - suivi d'un aussi spectaculaire dégonflement -, le succès du SP repose sur des bases plus solides. Le parti est beaucoup plus structuré que le mouvement populiste, et sa progression électorale est constante depuis 1994. Aujourd'hui, l'espace qu'il occupe le place devant des choix importants.

La formation d'un nouveau gouvernement s'annonce délicate et les tractations pourraient être longues. La coalition de droite sortante n'est plus majoritaire, même en ajoutant les trois sièges du petit parti centriste D66, dont le départ du gouvernement avait provoqué les élections. Une hypothétique coalition de gauche rassemblant le PVDA, le SP et la Gauche verte (qui dispose de sept sièges) ne serait pas non plus majoritaire. Du coup, se pose la perspective

d'une grande coalition CDA-PVDA. Mais les deux partis, ensemble, n'ont pas la majorité. Ils auraient donc besoin d'un autre partenaire. Avec les trois sièges des centristes, ils y arriveraient tout juste. Pour être plus sûr, il faudrait un apport, venant soit de la droite (VVD), soit de la gauche (GL ou SP). La question de la participation gouvernementale se pose donc pour le SP - mais pas dans les termes que la direction du parti avait envisagés, à savoir en coalition avec le PVDA et GL. Il y a donc une pression considérable qui s'exerce sur le SP afin que celui-ci soit "responsable" et participe au gouvernement. Pourtant, ce serait risquer de grandement décevoir les électeurs qui ont voté massivement contre le néolibéralisme que d'aller au gouvernement... avec les deux principaux partis néolibéraux. Cette perspective provoquera, sans doute, un grand débat dans le SP. La gauche du parti, dont des camarades de la IVe Internationale, se battra fermement contre cette participation gouvernementale. ■

D'AMSTERDAM, MURRAY SMITH

Du 6 au 8 juin 2007 se tiendra le prochain sommet du G8, réunissant les sept chefs d'Etats des pays les plus riches du monde avec la Russie. Ce sommet aura lieu dans la petite station balnéaire d'Heiligendamm, près de Rostock sur la mer Baltique allemande. Le mouvement altermondialiste se mobilise pour un contre-sommet. Pour préparer une semaine d'actions, de barrages routiers et de manifestations, plusieurs centaines de représentants des mouvements sociaux, d'ONG et de groupes d'action se sont réunis au cours du week-end du 11 et 12 novembre à Rostock. À côté d'une manifestation de masse pendant le sommet officiel, Bush, Blair, Merkel et Cie peuvent s'attendre à des blocages et barrages routiers. PAR DAVID DESSERS



# Sommet du G8 Heiligendamm

Heiligendamm sera hermétiquement verrouillée au cours du sommet. Quelques 13 km d'une immense clôture d'interdiction délimiteront la "zone rouge" réservée à la rencontre officielle. Lors du dernier sommet du G8 à Gleneagles (Ecosse) en 2005, les barrages routiers des altermondialistes ont eu leur effet en retardant de façon notable le lancement du sommet. Malgré le fait que les invités importants étaient naturellement amenés par hélicoptère, le personnel administratif, les interprètes, les cuisiniers, les sténographes etc. doivent, quant à eux, bel et bien utiliser la route pour atteindre les lieux. L'Allemagne a en outre une tradition particulièrement forte de "l'action directe" et les réseaux concernés se préparent donc au mieux pour réaliser un meilleur résultat qu'en 2005.

## Arrogance

Le G8 représente une institution internationale particulièrement symbolique de l'arrogance toute puissante des pays les plus riches du monde: les chefs de gouvernement de huit pays (USA, Grande-Bretagne, Japon, Canada, Allemagne, France, Italie et Russie) ne représentent ensemble guère plus de 13% de la population mondiale, mais ils se permettent de se réunir une fois par an afin de débattre et de décider du destin de la planète entière. Bien entendu, ils ne peuvent décider sur tout ni se mettre toujours d'accord, mais ces rencontres leurs permettent de coordonner leurs actions dans les institutions internationales. Ils contrôlent ainsi dans une large mesure la politique du FMI et de la Banque mondiale et ils représentent et sont influencés par les multinationales et les sociétés financières les plus importantes du monde.

En 2007, la chancelière conservatrice Angela Merkel sera l'hôtesse du G8. Elle a laissé récemment entrevoir quels seront les thèmes les plus importants du sommet. Selon elle, les derniers ordres du jour des sommets du G8 étaient trop vastes. Elle souhaite se concentrer sur les "racines" économiques du Groupe et veut en premier lieu trouver une issue à la panne que connaît le cycle de Doha de l'OMC.

Formellement, d'autres thèmes seront abordés, comme celui de "la lutte contre la pauvreté dans le monde". Avec en arrière-fond les objectifs du millénaire et les différentes campagnes mondiales. Les "grands de ce monde" ne peuvent éviter d'en parler, même si on sait que ces objectifs sont inaccessibles dans les conditions actuelles du fait du blocage des pays riches et des règles même du capitalisme néolibéral. D'autres thèmes importants sont selon la chancelière l'énergie et le changement climatique, le commerce mondial et les droits de propriété intellectuelle.

## Action !

dans la préparation des actions et manifestations contre ce sommet de l'arrogance à Heiligendamm, deux grands réseaux sont grosso modo à distinguer. Il y a tout d'abord le "no G8 platform", connu également sous le nom du "groupe d'Hannovre". Cette coalition qui rassemble les plus grands mouvements et organisations, vise à une mobilisation internationale vaste et organisera pour cela un contre-sommet alternatif. Il y a aussi un réseau plus radical, connu sous le nom du "groupe de Rostock", qui rassemble les groupes d'action directe, les mouvements de base, le mouvement contre la guerre, paix plus radical etc. Ce

réseau dressera entre autres un camp d'action international au cours du sommet. Il prépare aussi activement des blocages routiers. Les deux réseaux ne sont pas hermétiques; un mouvement tel qu'Attac-Allemagne est actif dans les deux mais veut surtout s'investir dans l'organisation d'un contre-sommet portant sur le contenu.

Les Marches européennes organisent aussi des marches en direction du sommet qui arriveront à Rostock le vendredi 1<sup>er</sup> juin. Dès ce jour, six journées d'action consécutives auront lieu. La plus massive sera la manifestation du samedi 2 juin dans la ville de Rostock. Les actions sur l'immigration, les technologies génétiques, l'antimilitarisme, etc. auront lieu par ailleurs. À partir du mercredi 6 juin, les blocages routiers seront tentés contre le sommet, dans le voisinage de la zone rouge. À partir du dimanche 3 juin, un contre-sommet d'ateliers et forums se tiendra dans différents lieux à Rostock et ce jusqu'au mercredi. Et par ailleurs, naturellement, de nombreux concerts et autres activités culturelles sont prévues.

Bien que le mois juin ne soit pas idéal pour les étudiants et les lycéens, une mobilisation se prépare à partir de Belgique. Un groupe de travail se constitue dans le cadre du Forum social de Belgique du 16 décembre afin de porter cette mobilisation et d'organiser un départ en autocars en direction de Rostock. ■

## C'est Clair et Net sur:

**Plate-forme des ONG :** [www.g8-germany](http://www.g8-germany)

**Plate-forme radicale:** [www.G8-2007.de](http://www.G8-2007.de)

**Forum social de Belgique:** [www.wsf.be](http://www.wsf.be)

Les élections présidentielles vénézuéliennes du 3 décembre dernier, qui ont vu la victoire écrasante du président Hugo Chavez par 62,89% des voix, ont représenté bien plus qu'un simple scrutin; c'est l'avenir d'un des seuls processus révolutionnaires de la planète et la stabilisation d'un gouvernement qui modifie sensiblement les rapports de forces politiques à l'échelle internationale qui étaient en jeu. Tentée initialement de crier à la fraude et de jouer la déstabilisation, l'écart du résultat électoral fut tel que, pour la première fois, l'opposition réactionnaire, emmenée par son candidat battu Manuel Rosales, semble accepter la défaite et suivre une nouvelle tactique plus "conciliatrice", mais non moins dangereuse. Les classes populaires, quant à elles, ont clairement démontré qu'elles souhaitent un approfondissement du processus révolutionnaire et la concrétisation d'un régime économique socialiste, promis par Chavez au soir du scrutin. Mais cette consolidation durable de la Révolution bolivarienne ne peut éviter d'affronter les défis internes qui la menacent: l'apparition d'une bureaucratie parasitaire, le maintien du vieil appareil d'Etat bourgeois et ses pratiques toujours présentes de clientélisme et de corruption. En route vers le socialisme du XXIème siècle? PAR SEBASTIEN BRULEZ (A CARACAS)

# Chávez. Et maintenant ?

C'est dès 5h du matin que le clairon, la "Diana", a résonné dans les rues du quartier de Sabana Grande, à Caracas. Avant l'aube, les files gigantesques devant les bureaux de vote laissaient déjà présager une forte mobilisation de la population. C'est finalement avec un taux de participation inédit depuis 14 ans (74,88%) que le président vénézuélien, Hugo Chávez, a été réélu. Avec 62,89% des voix, il réalise par la même occasion son score le plus élevé depuis son arrivée au pouvoir. "Le président sait très bien qu'il ne peut pas faire ce qu'il veut. De la même manière que le peuple l'a amené au pouvoir, le peu-

voté pour Chávez mais bien pour un projet, pour le socialisme du XXIème siècle" affirmait-il le soir du 3 décembre, lors de son discours depuis le Palais de Miraflores. Et d'ajouter que son second mandat se caractériserait par "l'approfondissement, l'amplification et l'expansion de la Révolution bolivarienne, vers le socialisme".

## Un projet à construire

Au delà des mots et des slogans, quels seront les défis qui se présenteront à partir de 2007? Et surtout, en quoi consistera ce socialisme du XXIème siècle (1) tant évoqué par Chávez? Selon le

sera question d'approfondir les avancées sociales et la restructuration du modèle économique. Nous allons mener en avant un projet de société dans lequel les travailleurs jouent un rôle fondamental. Nous allons approfondir les programmes sociaux et créer une sécurité sociale unique et solidaire qui ne soit pas déterminée par la capacité de paiement de ceux qui cotisent, mais qui assume bien sa responsabilité face à la société. Nous réclamons le droit de continuer à redistribuer en toute souveraineté, en toute indépendance et en toute liberté, nos richesses pétrolières ainsi que nos autres ressources. Nous voulons un modèle de développement qui soit compatible avec la protection de l'environnement et qui ne soit pas basé sur l'exploitation des travailleurs. Un modèle de développement pour le pays et non pour les multinationales".

Les sept lignes stratégiques présentées par Chávez en septembre 2006 (nommées "Projet national Simón Bolívar") reprenaient, entre autre, la référence au "modèle productif socialiste" et à une "économie socialiste". Même si son projet reste flou, on peut affirmer sans se tromper que la direction prise n'est pas celle du "modèle cubain", comme l'affirment ses détracteurs dans une tentative désespérée de diaboliser la Révolution bolivarienne. Les différentes expériences menées depuis 7 ans pointent plutôt vers un modèle décentralisé et participatif. Les missions de santé et d'éducation ont, par exemple, permis de contourner le vieil appareil d'Etat bour-



Photo: Sébastien Brulez

ple peut l'en révoquer", me commentait une vendeuse ambulante au coin d'une rue. Et le président l'a bien compris. "Plus de 60% de la population n'a pas

ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Ricardo Dorado, rencontré quelques jours avant le scrutin: "Après la réélection du président Hugo Chávez, il

geois en attribuant directement la gestion et les ressources nécessaires à la communauté auto-organisée. Cette dernière s'est impliquée de plus en plus dans ces Missions. La récente approbation de la loi sur les conseils communaux reflète aussi une volonté de donner les outils pour cette auto-organisation. Et les quelques entreprises fonctionnant en cogestion (Etat-coopérative des travailleurs) représentent autant d'expériences à approfondir et généraliser

### Un moment crucial

La question qui va se poser à partir de 2007, sera ni plus ni moins de savoir si, oui ou non, le Venezuela va faire ce pas en avant vers le socialisme. Et initier

ainsi une période de transition active au socialisme dont la durée et le rythme sont difficiles à évaluer. Le pays se trouve à une période charnière de son histoire. Les politiques néolibérales menées sous la Quatrième république ont été désavouées dans la rue (le "caracazo" de 1989 en était une des expressions) et dans les urnes (à sept reprises depuis 1998). Elles ont montré leur incapacité à résoudre les problèmes, aussi basiques soient-ils, de la population. Et cette dernière, en s'exprimant massivement en faveur de la réélection du président, a affirmé sa volonté de poursuivre et d'approfondir le processus d'émancipation sociale.

A l'heure actuelle, l'opposition n'a claire-

ment pas les moyens de revenir au pouvoir, du moins de façon démocratique. Elle essaie aujourd'hui de se donner un visage responsable et fréquentable en reconnaissant les résultats du scrutin. Se rendant compte de son erreur d'avoir boycotté les élections de l'Assemblée nationale en décembre 2005, elle réclame de nouvelles élections afin d'y obtenir une représentation. Ce que ni le président, ni ses partisans, ne sont bien entendu disposés à accepter en dehors du calendrier électoral prévu et normal.

Mais la bataille ne se mènera pas uniquement contre l'opposition. Elle se mènera aussi contre les secteurs réformistes et opportunistes du chavisme. Pour gagner ce combat, l'unité du

## Opposition démocratique ?



Photo: Sébastien Brulez

Le processus électoral vénézuélien est sans conteste l'un des plus avancés, démocratiques et transparents du monde. Organisé par le Conseil national électoral (CNE), qui constitue un "poder electoral" indépendant et autonome au même titre que le pouvoir judiciaire (une nouveauté introduite par la Constitution bolivarienne de 1999), ce processus a sans cesse été amélioré et adapté au cours des dernières années. Notamment en fonction des critiques et des remarques de toutes les forces politiques en présences, accordant même de très larges concessions à une opposition réactionnaire qui n'a eu de cesse jusqu'à aujourd'hui de contester de manière abusive et sans fondement l'indépendance du CNE et le caractère démocratique des élections.

Les garanties de contrôle et la transparence du processus sont aujourd'hui telles que tous les observateurs (Union européenne, Organisation des Etats américains, Centre Carter, Mercosur, Observateurs électoraux internationaux, en tout plus de 1.400 personnes présentes lors du récent scrutin présidentiel) s'accordent sur sa validité. Cette unanimité, tout comme l'écart important entre les résultats obtenus par Chavez et son opposant Rosales, ont rendu caducs les plans des secteurs les plus extrémistes de l'opposition qui prévoyaient de dénoncer une fraude massive et d'organiser une opération de déstabilisation suivant un scénario similaire à celles menées en Ukraine ou en ex-Yougoslavie. Ces secteurs avaient ainsi imprimé, plusieurs jours avant les élections, des milliers d'affiches, de tracts et de t-shirts dénonçant une "fraude électorale". Des sondages préalables et manipulés avaient intoxiqué les partisans de l'opposition en leur faisant croire à une victoire certaine de leur candidat ou à un résultat en ballottage. De plus, une tentative d'assassinat contre Rosales a été déjouée par les services secrets chavistes, le but étant d'imputer ce meurtre à Chavez lui-même et de provoquer une guerre civile.

Bref, si certains secteurs modérés de l'opposition semblent désormais adopter une attitude plus responsable et conciliatrice, voulant ainsi miner et dénaturer le processus révolutionnaire de l'intérieur par la voie du compromis, le peuple vénézuélien et le gouvernement ne doivent avoir aucune confiance en des forces capables de tels actes. Ces secteurs extrémistes savent parfaitement qu'ils sont minoritaires et qu'ils ne gagneront jamais l'adhésion du peuple, ils n'accepteront donc jamais de jouer proprement le jeu démocratique car ce dernier ne peut que confirmer leur échec. Dans ce contexte, des déclarations de leaders chavistes représentant les courants opportunistes et réformistes constituent un véritable danger. S'il est parfaitement correct d'essayer de neutraliser ou de détacher la base sociale de la bourgeoisie constituée par la petite-bourgeoisie, ce que tendent à faire plusieurs déclarations de Chavez, cela ne peut se faire sur base de compromis édulcorants le caractère socialiste du processus. Comme Chavez le souligne d'ailleurs lui-même, il n'y a pas de place pour un autre projet de société que celui dicté par la majorité du peuple ce 3 décembre. ■

PAR ATAULFO RIERA



## Un livre à lire et à regarder...

### « Le Venezuela de Chávez »

Texte et photos de  
**Maurice LEMOINE**

(spécialiste de l'Amérique latine  
et du Venezuela, rédacteur en  
chef du Monde Diplomatique)

142 pages

20,00 euros

Editions alternatives

mouvement populaire révolutionnaire est nécessaire. L'idée de la création d'un parti révolutionnaire unique des travailleurs (2) est d'ailleurs à l'ordre du jour. Mais les logiques partidistes et autres jeux de pouvoirs ne laissent pas présager une unité rapide sous une même bannière. Pourtant, les luttes contre le réformisme, le clientélisme et la corruption sont fondamentales à la transformation de la société. Une transformation qui

**Samedi 09 décembre, plus de 300 personnes ont assisté à la "Journée Venezuela Solidaridad" dans les locaux de la CSC-Bruxelles. Un plein succès pour le collectif d'une vingtaine d'associations (Oxfam, Attac, POS, Vonk, ICS et le soutien de centrales syndicales FGTB et CSC). Au menu: bilan de la révolution bolivaérienne, débats sur les médias et le rôle des syndicats, meeting final de solidarité. A noter la présence d'invités vénézuéliens remarquables de clarté et de combativité (Ruben Linares, dirigeant du syndicat UNT, l'ambassadeur en Belgique Alejandro Fleming)**

**Photo: sur l'un des stands, une idée de cadeau de fin d'année?**

ne doit pas être uniquement économique ou organisationnelle, mais également idéologique afin de tendre vers une nouvelle société, socialiste et autogestionnaire.

De nombreux chantiers seront donc à mettre en marche. Chávez affirmait récemment vouloir "pulvériser la vieille organisation bureaucratique de l'Etat". Ce qui pourrait, à terme et avec une augmentation de la prise de décision populaire, signifier la suppression de certains niveaux de pouvoir. L'amplification de la redistribution des terres, la politique de logement, le développement de mécanismes de solidarité et de coopération internationale (à travers la consolidation de l'ALBA notamment), la question de la mise en commun des moyens de communication, entre autre, seront autant de défis à relever non seulement par le futur gouvernement, mais surtout par le peuple vénézuélien. ■

Notes :

(1) Lire Gregory Wilpert, "La signification du socialisme du XXIème siècle pour le Venezuela", [www.risal.collectifs.net/article.php3?id\\_article=1952](http://www.risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1952) / (2) Non pas un parti unique officiel, interdisant toute autre organisation dissidente. Mais bien un parti regroupant, sous un large front, toutes les organisations actuelles qui soutiennent la Révolution bolivarienne.



Photo: Erik Demeester

# Mexique: Oaxaca

Le gouvernement du président du Mexique, Felipe Calderón, a remis sur son siège le gouverneur honni d'Oaxaca, Ulises Ruiz. Ce dernier tente de faire oublier, en faisant repeindre à toute vitesse les rues de la ville coloniale, que le mouvement social le plus important des dix dernières années au Mexique est né pour exiger son départ.

Le retour du gouverneur de l'État mexicain d'Oaxaca, Ulises Ruiz, a nécessité une opération policière d'envergure pour décapiter la direction du mouvement et répandre la peur. Le 25 novembre, six jours avant l'investiture de Felipe Calderón, la septième gigantesque marche contre le gouverneur a été violemment refoulée par la police avec l'aide des paramilitaires. Le bilan est lourd pour l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (Appo), avec près de 200 détenus et 60 disparus. Les arrestations quotidiennes ont abouti à celle de son dirigeant le plus en vue, Flavio Sosa, immédiatement transféré dans une prison de haute sécurité à Mexico. Les dirigeants des organisations sociales, indigènes, politiques et toutes les coopératives qui composent l'Appo, sont menacés et intimidés.

Pour des raisons non éclaircies, 141 prisonniers - 107 hommes et 34 femmes - ont été transférés dans une prison de l'État du Nayarit à 1 200 kilomètres d'Oaxaca. 36 d'entre eux, vus par la Ligue mexicaine des droits de l'Homme, présentent des traces de torture. Le sort de quelque 200 détenus fait l'objet de vives inquiétudes pour les organisations de défense des droits de l'Homme. 16 jours après les faits, la plupart n'ont toujours pas pu communiquer avec leur famille. Ceux qui ont été vus par la Ligue sont terriblement effrayés, en mauvaise condition physique et leurs témoignages et ceux de leurs proches sont accablants. Selon l'expertise de la Ligue et les témoignages recueillis, « le 25 novembre fut une opération très violente, organisée pour saboter un mouvement ».

À Oaxaca, la répression a permis de préserver l'alliance conclue entre le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) de Ulises Ruiz et le Parti d'action nationale (PAN) du président Calderón, afin que ce dernier puisse être investi devant le Congrès le 1er décembre dernier. Pendant sa campagne, le nouveau président avait annoncé une politique de mano dura (« main dure »). Son premier geste dans ce sens fut la nomination du ministre de l'Intérieur, Francisco Ramírez Acuña, accusé par les organisations des droits de l'Homme d'avoir organisé « l'arrestation et la torture des opposants au sommet Union européenne-Amérique latine en 2004 ». Un dur de dur... ■

DE MEXICO, ANNE VIGNA



Les attaques israéliennes contre la population palestinienne de la bande de Gaza se sont multipliées. Israël cherche à déclencher une guerre civile en Palestine. PAR MICHEL WARSCHAWSKI, DE JÉRUSALEM

# DIVISER pour mieux RÉGNER

(...)

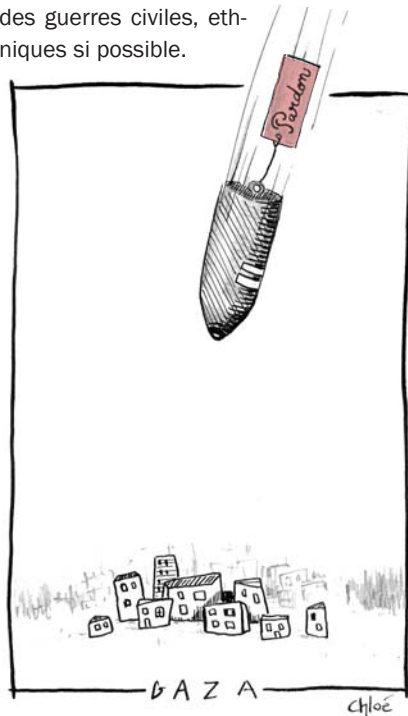
## Arrêtons au moins l'hypocrisie

Quand on bombarde avec des milliers d'obus et de roquettes un quartier populaire où vivent des dizaines de milliers de personnes, on sait que l'on va commettre un massacre. Les excuses du ministre de la Défense, Amir Peretz (Parti travailliste), et les explications gênées du Premier ministre, Ehud Olmert (Kadima, parti fondé par Ariel Sharon), insultent les victimes. Quant à l'Union européenne, la stupéfaction de ses porte-parole est une gifle pour chaque Palestinien. Reconnaissons à George W. Bush qu'en usant de son veto à la déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant ce massacre, il faisait état de moins de tartuferie que ses collègues européens (...). Après la guerre de cet été, au Liban, on est aujourd'hui en droit de se poser des questions de fond sur ce qu'on ne peut qu'appeler une politique de massacre. D'autant qu'elle se conjugue avec une politique similaire des États-Unis en Irak.

Plan génocidaire ? Certains, que la rage - légitime - aveugle, l'évoquent. Mais ni les États-Unis ni Israël ne pensent éradiquer l'existence de ceux qu'ils appellent des "peuples terroristes". Même s'ils multiplieraient par dix le nombre de leurs victimes quotidiennes, il leur faudrait plus d'un demi-siècle pour parvenir à leurs fins, et ceci uniquement concernant les résidents palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Provoquer un exode de masse ? S'il ne fait pas de doute que le "transfert" est un fantasme profondément ancré dans l'inconscient de la grande majorité des sionistes, rien n'indique que le terrorisme d'État d'Israël soit en mesure de provoquer un tel exode. Le fait est que le rapport démographique entre Israéliens juifs et Palestiniens continue, systématiquement, être déséquilibré en faveur de ces derniers.

En fait, à travers ces massacres, les dirigeants israéliens recherchent la

destruction de la Palestine en tant que nation (...). Tout comme les néoconservateurs américains ont mené la guerre en Irak avec la volonté de détruire l'État irakien, en transformant cet État arabe en un ensemble d'entités ethniques. C'est pourquoi, il est indispensable, dans cette stratégie, de fomenter des guerres civiles, ethniques si possible.



En Palestine, les tentatives d'opposer la minorité chrétienne aux musulmans ont fait long feu, et ce depuis les premiers jours de l'occupation israélienne: la force du sentiment national a réduit à néant ce rêve sioniste, vieux comme le colonialisme lui-même. C'est donc une guerre civile politique que les stratèges israéliens et américains ont essayé de fomenter, en posant à Yasser Arafat l'éradication du terrorisme comme l'une des exigences du processus d'Oslo. Mais, rapidement, et une fois les réseaux neutralisés, l'exigence s'est transformée en "éradication de l'infrastructure terroriste", autre façon de dire que l'Autorité palestinienne devait écraser le mouvement Hamas. Sur cette question, plus encore que sur d'autres, Yasser Arafat a été

intransigeant, répétant à qui voulait l'entendre que la Palestine ne serait pas l'Algérie, et qu'il ne fomenterait pas une guerre civile entre "islamistes" et "laïques".

## Unité nationale

La neutralisation de Yasser Arafat, à partir de 2001, a été le résultat de ce refus de fomenter une guerre civile interpalestinienne. Pour sa part, la société palestinienne a répondu à ce chantage en donnant au Hamas une majorité au Conseil législatif. Face à cette provocation, les Israéliens et les Américains, mais aussi les Européens, ont répondu en imposant un blocus criminel contre le peuple palestinien, tout en laissant entendre que, si le président Abbas mettait à bas le gouvernement élu, les sanctions pouvaient être levées. En arrière-plan, se dessine l'espoir de voir une partie de la société palestinienne, menée par l'aile droite du Fatah, se soulever contre le gouvernement légitime, et provoquer ainsi la guerre civile.

L'atomisation de l'espace palestinien, résultat de la politique de bouclage dont le mur n'est que l'élément le plus visible, la misère imposée par le blocus, le vol par Israël de sommes immenses qui appartiennent à l'Autorité palestinienne, et le refus de certains cadres du Fatah d'accepter le choix populaire créent une situation extrêmement instable et lourde de conflits internes de plus en plus graves. À Gaza, il y a déjà eu plusieurs morts dus à des conflits qui sont tout autant des conflits claniques que des conflits interfractionnels.

Si l'unité nationale reste un facteur déterminant dans la politique palestinienne et dans le sentiment populaire, et si la haine de l'occupant reste plus forte que les conflits internes, il y a néanmoins lieu de craindre qu'à moyen terme, la situation ne dégénère. L'Irak est là pour nous le rappeler. ■

ALAIN KRIVINE

# ÇA TE PASSERA AVEC L'ÂGE



Militant révolutionnaire, leader des étudiants parisiens en mai 1968 puis de la LCR pendant 38 ans, Alain Krivine nous fait cadeau d'un livre au titre gouailleux où il raconte l'histoire de son engagement politique. PAR GEORGES DOBBELEER

## ça te passera avec l'âge UN LIVRE D'ALAIN KRIVINE

Né le 10 juillet 1941 dans une famille antifasciste, entouré de trois frères aînés inscrits au parti communiste, Alain Krivine a adhéré naturellement à 12 ans à l'Union des Vaillants et Vaillantes, qui rassemblait les adolescents communistes. Tandis que ses frères s'orientaient vers le trotskysme, il resta, écrit-il "immergé dans la marmite de la famille communiste" jusqu'à son exclusion du PCF au début de 1966.

Il avait déjà été choqué au sixième festival mondial de la jeunesse à Moscou en 1957 en apprenant par les Algériens militants du FLN que le PCF, hostile à la révolution algérienne, ne soutenait nullement leur lutte. Devenu militant de l'union des étudiants communistes il fut rapidement animateur "trotsko-guévariste" d'une opposition de gauche, ce qui entraîna son exclusion. Il découvre alors la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale dirigée par Pierre Franck et participe à son tour au soutien des révolutionnaires algériens puis vietnamiens.

### Mai 68

À la fin de 1965, il se retrouve à la tête du secteur Sorbonne-lettres de l'UEC. Avec Daniel Bensaïd et Henri Weber, il décide de créer une organisation indépendante de jeunes: la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Celle-ci s'allie aux jeunes du SDF allemand dirigé les par Rudi Dutschke. Ensemble les deux organisations manifestent contre la guerre américaine au Vietnam. À Liège en 66 et surtout à Berlin au début de 1968, la jeunesse se mobilise et à Paris se crée le "mouvement du 22 mars" qui manifeste. La police occupe la Sorbonne ce qui déclenche la "nuit des barricades" du 10 au 11 mai au Quartier latin. Malgré le PCF, les syndicats sont

solidaires des étudiants et la grève deviendra générale. Partout l'activité politique se réveille. "Ce constat, écrit-il, fait justice de la vieille rengaine selon laquelle les gens ne changeront jamais".

Freinée, sinon plus, par le PCF et la CGT la grève va s'éteindre et, en juin, De Gaulle dissout 12 organisations révolutionnaires, dont la J C R.

### La révolution des oeilletons

Au Portugal, le 25 avril 1974, la dictature est renversée. Otelo de Carvalho, entre autres, voudrait que la révolution mène au socialisme. Mais le PS va diriger un gouvernement qui arrêtera ce processus. D'autre part, en Espagne, la succession de Franco n'aboutira pas à une situation révolutionnaire et la vague de la fin des années 60 va refluer. En avril 69 les militants de la LCR dissoute fondent la Ligue communiste, section française la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle sera dissoute à son tour en juin 73 après une vive confrontation avec les fascistes d'Ordre nouveau et Alain Krivine est emprisonné pour cinq semaines. En décembre 1974, l'organisation se recrée et devient l'actuelle LCR dont la pratique démocratique, ouverte, est bien différente de celle des groupes d'extrême gauche. Son journal, Rouge, va réussir à tenir comme quotidien pendant près de trois ans. Cette petite organisation va attirer bon nombre de travailleurs et d'intellectuels, sans devenir cependant un grand parti de masse comme l'était le PCF.

### La LCR

Pour pouvoir être candidat en 1974 à la présidence de la république, Alain Krivine avait obtenu -ce qui est plutôt comique- un congé prolongé au milieu de son temps de service militaire. Le 12 mai 1981, la victoire de Mitterrand crée un certain enthousiasme dans la classe ouvrière mais la déception sera grande face aux modestes avancées sociales qui

suivront. Une petite proportion des travailleurs va cependant se détacher du PS et du PC lors des élections de 1995 et, en 2002, le jeune candidat de la LCR Olivier Besancenot obtient 4,3 % des voix.

Entre-temps, en 1999, Alain Krivine et Roseline Vachetta sont élus députés européens. Pendant cinq ans, Alain va multiplier son activité internationale. Tour à tour à l'île de Grenade, en Nouvelle-Calédonie, à Cuba, au Nicaragua, il va s'efforcer d'aider les luttes anticapitalistes. Celles-ci retrouvent un essor au Chiapas mexicain et au Venezuela et renaissent à grâce à l'altermondialisation depuis Porto Alegre en 2001.

### En ce XXI<sup>e</sup> siècle...

La vie entière d'Alain Krivine est associée aux luttes révolutionnaires en France et dans le monde. Celles-ci ne sont pas éteintes et il écrit "L'avidité même du système a nourri un profond sentiment anticapitaliste. L'époque est plus favorable qu'hier aux idées révolutionnaires". C'est aussi en prenant fait et cause pour les immigrés sans papiers, pour l'égalité réelle entre les sexes, pour la solidarité active avec les populations du tiers-monde, contre les guerres menées par l'impérialisme américain que la LCR et la IV<sup>e</sup> Internationale sont porteuses d'espoir. L'éveil écologique des masses va accroître la contestation du capitalisme et aider "à construire une nouvelle force politique, radicale, anticapitaliste" face à l'incapacité de la gauche traditionnelle. "Au bout d'un demi-siècle de combat politique, écrit Alain, l'accusation, fréquemment entendue, d'être un rêveur est pour moi un compliment".

Et ça ne lui est pas passé avec l'âge ! ■

Alain Krivine, *Ça te passera avec l'âge*, Flammarion, 400 pages.



"Assez de l'enfer pour les femmes". Le 4 novembre dernier, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à Varsovie pour exiger la légalisation du droit à l'avortement en Pologne. Alors que ce droit y est déjà peu accessible, La Ligue des Familles Polonaises (LPR), parti gouvernemental d'extrême droite, a déposé et soutient avec d'autres une proposition pour que le parlement Polonais restreigne encore ce droit en modifiant la Constitution. L'avortement deviendrait ainsi illégal dans presque tous les cas et toute libéralisation éventuelle de la loi contre l'avortement serait à l'avenir rendue impossible sans modification de la constitution.

A l'initiative des Barby Illuminati, une pétition de soutien (<http://www.petitiononline.com/fempolog/petition.html>), signée par plus de 1.000 personnes, a été envoyée aux Polonaises avant leur manifestation, ainsi qu'au Président et au Premier Ministre de la République de Pologne et à l'Ambassade de Pologne à Bruxelles.

Photo: site du syndicat KPiORP: <http://dl.syndykalista.org/kpi-orp/galeria/2006.11.04/Warszawa/gallery.php>  
Plus d'infos (en anglais): [pro-choice4@wp.pl](mailto:pro-choice4@wp.pl)

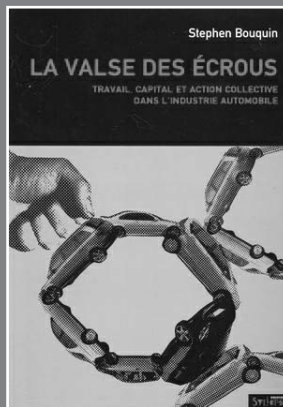
## Bouquinages

**Stephen Bouquin, *La valse des écrous. Travail, capital et action collective dans l'industrie automobile (1970-2004)*, Editions Syllepse, Paris 2006, 306 pages, 23 euros.**

Le livre de Stephen Bouquin n'est pas une étude de plus sur les restructurations industrielles ou de sociologie du travail ouvrier. Il inscrit les transformations du travail dans l'atelier en relation avec la dynamique d'accumulation du capital.

L'auteur va appréhender la conflictualité sociale "non comme un épiphénomène mais, au contraire, comme une dimension structurellement présente, même si l'une de ses manifestations telle que la grève peut faire défaut pendant tout un temps". Il lui attribue "un rôle structurant, cette approche a le mérite de ne pas se limiter à une interprétation managériale de la réalité sociale qui considère les conflits sociaux comme preuve de la perte de cohérence du modèle productif". Une double contingence pèse sur les groupes automobiles: "la nécessité de maîtriser tant que faire se peut le facteur travail humain d'une part, affronter à des degrés variables une concurrence intercapitaliste d'autre part".

Le livre est découpé en trois parties: modèles d'analyse de l'indus-



trie automobile, rationalisation et conflits, études de cas. Dans des études détaillées de RVI Blainville et Volkswagen Bruxelles, S. Bouquin mobilise plusieurs niveaux d'analyses (historique, économique, sociologique). Il n'est pas possible de résumer la riche documentation d'autant que l'auteur revient sur l'introduction du taylorisme aux USA et le modèle productif japonais.

Par ses méthodes et en particulier la place donnée à la conflictualité (dimension endogène de l'évolution des formes d'organisation du travail et des politiques de management et non élément surajouté) ce livre permet d'appréhender à travers une histoire des restructurations d'un secteur prépondérant du monde capitaliste les modifications de la subsomption réelle du travail (la notion de soumission ou subsomption est d'acceptation plus large que celle d'exploitation). Se réclamant d'une certaine tradition d'analyse (entre autres Pierre Naville, Jean-Marie Vincent et Pierre Rolle) l'auteur n'oublie pas que "le temps est un rapport social, tout comme le travail" et que "le capital ne peut prendre en considération la subjectivité libre opposée au monde des choses qu'en chosifiant à son tour la subjectivité pour la soumettre au processus de valorisation". ■

PAR DIDIER EPSZTAJN

# Colloque 50 ANS DE la gauche



Henri Maler et Paul Delmotte

Le 18 novembre 2006 a eu lieu un colloque organisé par la formation Léon Lesoil en hommage à Ernest Mandel. Le thème de cette année était l'anniversaire de notre mensuel La Gauche, qui vient de fêter ses 50 ans. L'activité a rassemblé près d'une centaine de personnes, moins que notre colloque de l'année dernière

Les orateurs/trices invités ont traité le thème des "medias" en connaissance de cause.

Georges Dobbeler a évoqués ses premiers souvenirs dans la fondation de La Gauche. Ida Dequeecker, ex-rédactrice en chef de Rood/La Gauche, a souligné la façon dont Rood/LaGauche avait traité la deuxième vague féministe dans les années 70. Vincent Scheltiens, ancien rédacteur en chef, a décrit avec passion les marches des jeunes au début des années 80 et les grèves des étudiants contre le fascisme au début des années 90. France Arets a mis en évidence le rôle de La Gauche dans la lutte des sans-papiers depuis 1997.

Le deuxième atelier était plus académique. Freddy De Pauw a rappelé l'importance des nouvelles technologies comme Internet dans la production de l'information en prenant l'exemple de Uitpers, un magazine sur la politique internationale exclusivement publié sur la toile qui jouit d'un certain succès auprès de nombreux lecteurs. Nadine Rosa-Rosso a insisté sur l'importance de publications comme Contradiction pour faire connaître des opinions militantes. De son côté, Henri Maler a considéré - après une critique virulente de la presse dominante - que le notre camarade français Olivier Besancenot, notre facteur de la LCR, se profilait trop dans la grande presse bourgeoise.



Michel Warschawski

Paul Delmotte a fait le lien avec le troisième forum en analysant la façon dont les médias européens, israéliens et arabes traitent le conflit israélo-palestinien. Avant que Michel Warschawski mette à plat la propagande sioniste à sa manière brillante, Dogan Özguden nous a rappelé que bien que la Turquie veuille rejoindre l'Union européenne, l'Etat turc continue d'opprimer les médias de gauche et kurdes. Ibrahim Husary, notre collègue journaliste palestinien, était chaleureusement applaudi à son entrée dans la salle. C'était un petit miracle qu'il ait pu arriver exactement au moment où le troisième atelier commençait, après que les autorités

belges (et non israéliennes!) avaient mis toutes une série d'obstacles sur son chemin pour l'obtention de son visa... ■

PAR CHRIS DEN HOND

**Ci-contre: échos médiatiques des 50 ans de la Gauche dans Le Soir, La Libre Belgique et Le Vif (Photos: Manuel Abramovicz)**



## sommaire

<b>ALTERNATIVES</b>	
■ <b>Construisons un autre monde!</b>	<b>2</b>
<b>EDITO</b>	
■ <b>Chavez/Pinochet</b>	<b>3</b>
<b>ECO-LOGIQUE</b>	
■ <b>Libéralisation verte?</b>	<b>4</b>
<b>REBELLES</b>	
■ <b>Les machos révolutionnaires</b>	<b>5</b>
<b>ENSEIGNEMENT</b>	
■ <b>Enseignement en péril</b>	<b>6</b>
<b>SOCIAL</b>	
■ <b>VW-Forest: capitalisme pur</b>	<b>8</b>
■ <b>Trop d'autos/chômage</b>	<b>9</b>
■ <b>Défendre l'emploi pas la bagnole</b>	<b>11</b>
■ <b>Entretien avec Karel Gacoms</b>	<b>12</b>
<b>SOCIETE</b>	
■ <b>Prisons: la pagaille</b>	<b>13</b>
<b>DOSSIER</b>	<b>15</b>
■ <b>Accord interprofessionnel 2007-2008</b>	<b>25</b>
<b>EUROPE/SERVICES PUBLICS</b>	<b>25</b>
■ <b>L'Europe ne rend pas service</b>	<b>25</b>
<b>INTERNATIONAL</b>	
■ <b>Italie: quelle gauche?</b>	<b>23</b>
■ <b>UE: Bolkestein II adoptée</b>	<b>22</b>
■ <b>Pays-Bas: percée pour le SP</b>	<b>28</b>
■ <b>Allemagne: sommet du G8</b>	<b>29</b>
■ <b>Venezuela: Et maintenant?</b>	<b>30</b>
■ <b>Mexique: Oaxaca</b>	<b>32</b>
■ <b>Palestine: diviser pour régner</b>	<b>33</b>
<b>BOUQUINAGE</b>	
■ <b>Autobiographie d'Alain Krivine</b>	<b>34</b>
<b>ARRÊT SUR IMAGE</b>	<b>35</b>
<b>BOUQUINAGES</b>	<b>35</b>

**Avec ce numéro spécial de Décembre-Janvier, toute la rédaction de La Gauche vous souhaite une bonne année 2007!**

[www.sap-pos.org](http://www.sap-pos.org)

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche donne la parole aux progressistes.** Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, la gauche est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. la gauche est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ **... et des SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, la gauche s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.